

Cinq exilés dominicains nous parlent

(Page 7.)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 240. — 15 MAI 1965

SOLIDARITÉ

avec les peuples

Vietnamien et Dominicain

INDÉPENDANCE

d'une Europe Socialiste
dégagée des blocs militaires

ECHEC AU NATIONALISME GAULLISTE

Meeting du P.S.U.

- Contre les agressions américaines au Vietnam et à Saint-Domingue
- Contre le nationalisme gaulliste - Contre la force de frappe
- Pour une Europe Socialiste désengagée des blocs militaires

sous la présidence de

Daniel MAYER

Claude BOURDET - Harris PUISAIS

Pierre NAVILLE - Gilles MARTINET

TOUS à la MUTUALITÉ - JEUDI 13 MAI à 21 heures

RÉUNIONS ET MEETINGS DU P S U

Après les municipales et avant l'élection présidentielle, le Bureau national a proposé aux sections et fédérations l'organisation de meetings et réunions, au cours desquels les orateurs nationaux du parti préciseront les positions du P.S.U.

- Jeudi 13 mai** SAINT-AFFRIQUE, avec Edouard Depreux.
ORLEANS, avec Marc Heurgon.
- Samedi 15 mai** MOURENX et PAU, avec Gilles Martinet.
- Dimanche 16 mai** .. BAYONNE et NAY, avec Gilles Martinet.
MONTAUBAN, avec Claude Néry.
- Mercredi 19 mai** .. SAINT-OMER, avec Edouard Depreux.
STRASBOURG, avec Gilles Martinet et Jacques Kergoat.
REIMS, avec Pierre Beregovoy.
PARIS - Etudiants des Grandes Ecoles, avec Serge Mallet et Marc Heurgon.
- Jeudi 20 mai** NICE, avec Gilles Martinet.
SALINS, avec Marc Heurgon.
- Vendredi 21 mai** .. MARSEILLE, avec Gilles Martinet.
DOLE, avec Marc Heurgon.
ARRAS, avec Serge Mallet.
- Mercredi 26 mai** .. TROYES, avec Marc Heurgon.
- Vendredi 28 mai** .. SAINT-QUENTIN, avec Gilles Martinet.

DÉBATS ORGANISÉS PAR LE P S U

STRASBOURG

Mercredi 19 mai 1965

Réunion - débat animé

Gilles MARTINET et Jacques KERGOAT

Unité et renouvellement de la Gauche après les municipales et avant les présidentielles.

VENDREDI 21 MAI 1965, 18 h. 30

salons Pélissier, place Jean-Jaurès, MARSEILLE

Le Parti Socialiste Unifié et le Regroupement des Socialistes et Démocrates de Gauche invitent les socialistes marseillais à un large débat public sur

- les enseignements des Municipales,
- l'élection présidentielle,
- le renouveau socialiste et l'unité de la Gauche

avec

Daniel MATALON

Conseiller général et Député des Bouches-du-Rhône

Gilles MARTINET

Membre du Bureau national du P.S.U.

La politique des U.S.A. en Amérique latine (Cuba - Saint-Domingue)

Conférences par Harris PUISAIS directeur de « T.S. »

Le 19 mai, à Berck-Plage.

Le 28 mai, à Toulouse.

Le 2 juin, à Angers.

Avec projection du film « Cuba 63 »,

Prix du jury du Festival de Télévision.

TARN-ET-GARONNE

LA DEMOCRATIE COMMUNALE

Notre camarade Néry, membre du Comité Politique National et de la Commission d'action locale, responsable de l'A.D.E.L.S., sera à Montauban, le dimanche matin 16 mai. - Il animera une Conférence-débat sur le thème suivant: LA DEMOCRATIE COMMUNALE.

La réunion commencera à 10 h. Elle aura lieu dans la grande salle du Café de la Comédie, sous la présidence de M. R. Récoché, conseiller municipal P.S.U. de Montauban.

COURRIER DES LECTEURS

Pour une action plus offensive du P S U

Dans le numéro spécial de T.S. du 1^{er} mai, j'ai lu avec intérêt le compte rendu des marches de Pâques du M.C.A.A.

Toutefois, ayant pris part à celle de la région parisienne, je regrette que le nombre de participants ait été faible, eu égard à ce qu'il aurait pu être si ces marches avaient été annoncées dans les précédents numéros de T.S. et si les militants du P.S.U. avaient été invités à y participer au niveau des sections.

D'une manière générale, je regrette que depuis la fin de la guerre d'Algérie le Parti soit tourné surtout vers des problèmes intérieurs. La politique du Front socialiste, l'élaboration du contre-plan et les divers problèmes de transition possible vers le socialisme sont évidemment essentiels.

Mais cela doit-il nous faire oublier la nécessité de protester contre les scandales les plus marquants du régime actuel?

J'ai bien regretté pour ma part — et je ne pense pas être seul dans ce cas — que la campagne de protestation contre la force de frappe, prévue au moment (critique pour notre Parti) où l'action contre la guerre d'Algérie était terminée, se soit limitée à la sortie de quelques affiches: n'avait-on pas envisagé alors des manifestations-surprises?

Je regrette aussi que ce dernier type d'action ne soit pas envisagé actuellement pour protester contre les agressions américaines au Vietnam et à Saint-Domingue. J'estime qu'il devrait être employé également pour protester contre la vente d'armes françaises à l'Afrique du Sud. L'ex-

cellent article de Jacques Vivien dans T.S. du 17 avril ne saurait, à lui seul, suffire à éclairer l'opinion sur cette question.

Une manifestation ou une marche, cela attire l'attention des indifférents « contrairement aux meetings ou rassemblements en plein air qui réunissent des personnes déjà convaincues et n'en atteignent pratiquement pas d'autres », comme il est dit très justement dans votre article du 1^{er} mai sur le M.C.A.A.

Vous titrez dans votre numéro du 24 avril: « La formation, activité essentielle du Parti ». Je ne nie pas l'importance de la formation. Mais un parti, qui se veut « jeune et dynamique », doit-il laisser à la seule initiative du P.C., ou des éléments les plus avancés de l'U.E.C., les formes de protestation les plus énergiques contre les faits les plus révoltants de l'actualité?

Croyez, chers camarades, à mes meilleurs sentiments socialistes.

Pierre Agnard,

Section de St-Maur.

N.D.R.L. — Nous rappelons à notre camarade que « T.S. » du 10 avril n° 235 a annoncé, p. 2, les diverses marches organisées par le M.C.A.A., afin d'en informer tous ses lecteurs.

D'autre part, nous rappelons que le 13 mai, à la Mutualité, le P.S.U. a appelé à manifester contre les événements de Saint-Domingue, la guerre du Vietnam, la force de frappe... Ce qui démontre que les préoccupations de notre camarade sont identiques à celles du Parti.

Contre la guerre au Vietnam

Je vous félicite pour l'article du dernier numéro de « T.S. » sur le Vietnam, le leurre de la « coexistence pacifique », l'équivoque de l'attitude russe, la honte de l'approbation de

la politique agressive des U.S.A. par un gouvernement travailliste...

Ernest Lopès,

Castelsarrasin (T.-et-G.)

A propos du 1^{er} mai

L'article de Pierre Naville, de la semaine dernière, pourtant bien commenté, nous engage ensuite sur une voie difficile.

Il est indispensable, pour ajuster notre combat, que nous ayons une idée précise sur l'évolution de la mentalité ouvrière; elle a changé, elle change tous les jours dans le sens du capitalisme, elle s'intègre toujours un peu plus, malgré elle, dans le système capitaliste.

Des loisirs... pour faire quoi? C'est vrai que l'ouvrier cherche à faire des heures, cela pour deux raisons qui ont une même cause, le conditionnement capitaliste.

On fait des heures parce qu'on a besoin d'argent pour satisfaire les besoins qu'a créés le capitalisme, et les heures lui apparaissent comme le seul moyen; c'est la nouvelle aliénation que le capitalisme connaît bien, et qui le sert.

On fait des heures car sans argent on s'ennuie; le capitalisme n'a pas préparé l'homme à vivre autrement qu'en consommateur.

Mais ce consommateur éduqué, conditionné, déshumanisé par le capitalisme peut-il encore être sensible aux propositions socialistes qui restent politiques; la politique ce n'est pas son affaire, il n'y est ni préparé ni encouragé; cet effort intellectuel le gêne, il n'est pas dans ses habitudes; il pense de moins en moins.

Nos intentions doivent rester politiques, mais pour faire passer la politique nous devons nous appuyer sur des attitudes qui encouragent et permettent de diffuser la connaissance autour de nous.

Je pense que nous ne devons pas attendre d'être au pouvoir pour entreprendre la lutte contre les deux alliés du capitalisme: l'ignorance et le conditionnement.

La gauche peut prendre le pouvoir mais elle ne pourra le garder que si, selon le mot de Renan, « tous les hommes participent à la civilisation et à la culture ».

Pierre Precias

Seynod (Hte-Savoie).

LES VRAIS PROBLÈMES D'UN REGROUPEMENT

DEPUIS sa « réélection » à la mairie de Marseille, Gaston Defferre poursuit, dans le cadre de sa campagne présidentielle, une stratégie qui se veut « gauchisante ».

Tout se passe comme si la magie des mots, des formules, des improvisations dominicales devaient suffire à entraîner vers lui les hésitants d'hier, ceux qui n'attendaient que le message pour devenir de fidèles soutiens.

C'est alors que l'accumulation de petits événements est présentée comme une dynamique, à qui rien ne doit résister. Emportés par ce tourbillon, grisés par ce mouvement, gagnés par le lyrisme de certains commentateurs, il paraît que nous devrions, nous aussi, prêter serment d'allégeance, taire nos réserves et faire chorus avec tous ceux pour qui la « Fédération » est devenue le seul moyen de battre le gaullisme.

Et si, au contraire, nous restons calmes, vigilants, prudents et sceptiques, c'est que, dit-on, nous sommes ceux qui ne comprendront jamais rien, et ne seront jamais d'accord avec rien... des diviseurs, des négatifs, des irrécupérables... pour mieux traduire le fond de la pensée de nos exégètes du regroupement à n'importe quel prix.

Eh bien, très calmement, nous nous expliquons.

Oui, nous sommes pour le regroupement des forces de la gauche française. Mais nous n'acceptons pas n'importe quel regroupement. Nous voulons auparavant bien savoir qui se regroupe. Et sur quelles idées. Et pour faire quelle politique.

Nous estimons qu'un regroupement, s'il veut être efficace, honnête et réaliste, doit avoir des limites précises et définies et qu'il faut nécessairement que les partis et groupements concernés, en discutent préalablement.

Nous sommes, c'est vrai, méfiants envers toute solution imposée par des états-majors en fonction de leurs propres calculs.

Par conséquent, nous ne croyons pas à cette « Fédération » que proposent plusieurs militants socialistes dans leur motion d'avant congrès.

Expliquons-nous bien.

Le but de cette fédération est à la fois de servir de support politique à la campagne présidentielle de Gaston Defferre et de préfigurer le cadre d'une alliance électorale aux élections législatives de 1967.

Les comités « Horizon 80 » ayant été un échec, les élections municipales de Marseille ayant démontré la volonté du candidat de la S.F.I.O. de préférer les alliances de droite à celles de gauche, il fallait bien essayer de trouver une nouvelle ouverture politique.

La Convention Républicaine à tout prendre pouvait donc, en étant surévaluée, servir de tremplin à cette nouvelle campagne. Il ne fut pas difficile à Defferre, supporté par Mitterrand, d'apparaître comme le catalyseur des petites forces bien conditionnées à le soutenir. Ceux qui n'étaient pas tout à fait d'accord à cette Convention et qui le dirent timidement, savent bien que leurs propos n'eurent guère d'écho. S'ils parlèrent « programme » et énoncèrent quelques

réserves, ils furent en réalité entraînés par l'euphorie calculée de leurs mentors, vers la reconnaissance implicite du candidat Defferre.

Quelles idées celui-ci avait-il précisées ?

Quelles réponses avait-il apporté à leurs questions ?

Quelles options politiques avait-il tracées au moment où les travailleurs luttent contre le front commun du gouvernement et du patronat ?

Quelles propositions avait-il faites sur le plan de la politique étrangère ?

Rien. Absolument rien.

Sur un point seulement il avait été clair ; son alliance devait accueillir les « démocrates chrétiens » et repousser en son isolement le Parti communiste.

Nous connaissons maintenant le cadre de cette Fédération : elle engloberait une grande majorité des états-majors des anciens partis de la IV^e République, associés selon des « formes nouvelles » avec les animateurs de clubs et groupements qui s'étaient constitués précisément par opposition à cette même IV^e République !

Ainsi donc se vérifie ce que nous appelions dans un précédent article « la politique des tiroirs de la S.F.I.O. »

Qui propose cette Fédération ?

Ce sont les mêmes hommes qui en 1963 s'étaient fait au sein de la S.F.I.O. les porte-parole d'une politique exclusivement socialiste en repoussant toute alliance avec le centre. Gérard Jaquet affirmait à ce moment-là et avec force sa condamnation de tout Parti démocrate. C'est du reste sur ces bases que nous avons alors accepté de discuter avec eux, de ce que pourrait être une véritable alternative socialiste.

Ce sont ces mêmes hommes qui, hier, expliquaient que pour éviter un glissement trop marqué vers le centre, il fallait savoir accepter certains radicaux.

Ce sont ces mêmes hommes qui, aujourd'hui, inspirés par le petit brain-trust de Defferre cautionnent l'appel en direction du M.R.P.

Ce sont, hélas, ces mêmes hommes qui, lors des récentes élections municipales, ont poussé leurs alliances jusqu'à certains indépendants.

Nous ne pouvons donc qu'être méfiants. Il ne nous suffit pas que le vocabulaire se transforme et que la référence soit faite au « moderne » et « au progrès ».

En réalité, cette Fédération qui se veut plus qu'un Parti, c'est l'évolution vers la création d'un vague rassemblement à l'américaine, c'est la conception d'une force politique qui ne serait plus d'inspiration socialiste.

Voilà le danger majeur que nous devons dénoncer.

Il ne peut que confirmer notre opposition.

Nous continuons également à penser que la S.F.I.O., telle qu'elle est, ne peut pas être l'axe du regroupement de la gauche.

Sans évolution, sans épuration, sans modification profonde de ses structures, sans garantie formelle sur la stricte application d'un programme, comment la S.F.I.O. pourrait-elle attirer aujourd'hui tous ces jeunes hommes qui ne sont venus, hier, à la politique que parce

qu'ils condamnaient les méthodes qu'elle pratique et les hommes qui la dirigent.

Il ne nous est pas facile d'oublier que les signataires de la motion fédérative sont les mêmes qui, en 1956, élus du Front républicain pour faire la paix en Algérie, ont cautionné la politique de guerre de Mollet, de Lacoste, de Lejeune, toujours membres de la S.F.I.O. et futurs fédérés.

Les mêmes qui en 1958 ont pris la grave responsabilité de porter le général de Gaulle au pouvoir, servant ainsi de garantie à la promotion des Soutelle, Chaban-Delmas, Debré...

Et nous comprenons difficilement la puissance d'oubli de nombreux de nos anciens amis. Nous avons peine à penser qu'ils soient tous d'accord sur cette évolution. Quant aux responsables des clubs, sont-ils sûrs d'être suivis dans la voie où ils s'engagent par tous ceux qui leur ont fait confiance ?

Nous aurions souhaité qu'ils réfléchissent davantage aux conséquences de leur choix, et ne se laissent pas entraîner à conclure trop vite ce qui ne peut être qu'un marché de dupes.

Un marché en plusieurs abandons : — en ne condamnant pas le régime gaulliste dans son contexte institutionnel, en ne réclamant pas l'abrogation de la Constitution de 1958, en ne proposant pas des structures politiques démocratiques, ils ne font que défendre un nouveau gaullisme, tout aussi dangereux que l'actuel ;

— en continuant à se battre sur le seul thème du candidat, ils tombent dans le piège tendu par de Gaulle ;

— en refusant que la priorité absolue à toute candidature soit l'établissement d'une plate-forme politique, ils empêchent que se réalise la seule opposition valable à la politique de classe du gaullisme.

Nous avons, c'est vrai, nos exigences. Elles portent sur la certitude que nous voulons avoir, que seront respectés les engagements politiques, que seront écartés les hommes au lourd passé, que seront définies les bases d'un programme économique et social sans compromission avec le capitalisme.

Ces exigences, elles ne sont pas seulement les nôtres, elles sont aussi celles de nombreux citoyens, non-membres des Partis, non-adhérents de clubs... qui demeurent attentifs à l'évolution politique. Beaucoup ont des idées de gauche, sont prêts à combattre le gaullisme mais n'apprécient pas le carrousel politique de la S.F.I.O. et la lourde, pesante et contraignante démarche du P.C. Ils cherchent où rejoindre et avec qui agir. Ils ne se contentent pas de la politique « personnalisée » et se méfient des accords de surface.

Ils vivent l'existence quotidienne des travailleurs qui sentent confusément que la société française est à un croisement et que bientôt se poseront les difficiles échéances de la fin du régime gaulliste.

Ils n'acceptent pas les solutions de compromission ou d'habileté qui les mèneront à l'échec.

C'est pour eux que nous entendons rester à l'écart de toutes les querelles médiocres et de tous les accords inconséquents.

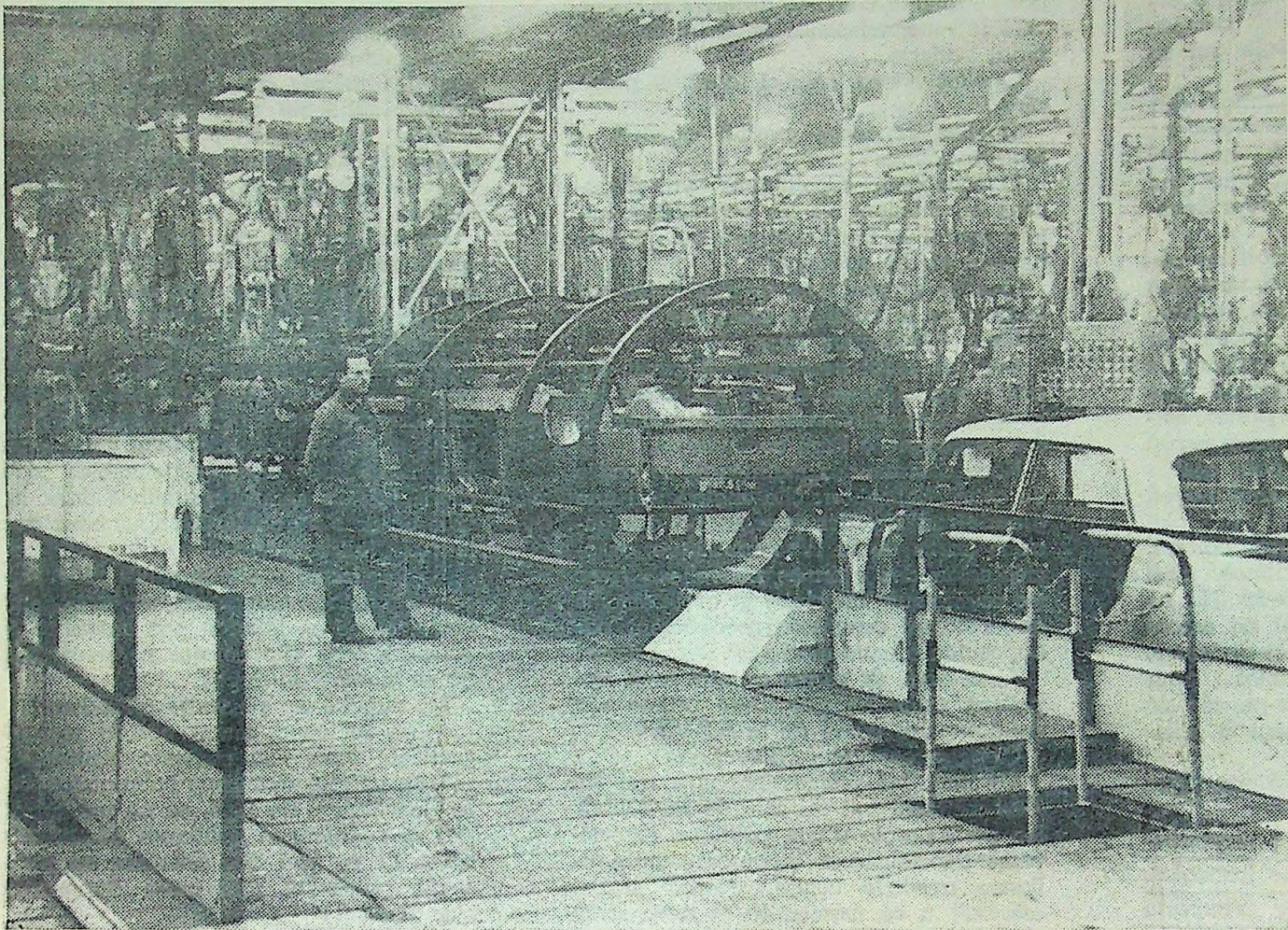
Harris Puisais.

GRÈVES

Revendications partielles et réformes fondamentales

Contrastant avec l'atomie revendicative des derniers mois de 1964 et des premiers mois de 1965 — exception faite des mouvements du 11 décembre, des 27 et 28 janvier qui intéressaient surtout le secteur public — grèves et manifestations se multiplient actuellement dans le secteur privé. Elles ont à la fois un caractère offensif (Peugeot) et un caractère défensif (Nantes, Bull). Face à ces mouve-

travail. Ils entendent s'opposer également à la limitation du profit considéré comme le moteur essentiel de l'économie, ainsi que vient de le souligner avec éclat M. Chalandon, ancien secrétaire général de l'U.N.R., dans le même *Candida* : « Il faut rendre hommage au courage du Premier ministre, qui a été le seul homme politique jusqu'ici à faire l'éloge du profit »



Chez Peugeot. Le conflit exprime le durcissement des travailleurs français.

ments, le patronat — soutenu par le gouvernement — adopte une attitude dure.

Peugeot : un test

Nous ignorons à l'heure où paraissent ces lignes si des faits nouveaux sont intervenus dans le conflit Peugeot. Ce qu'il y a de certain, c'est que ce conflit a une valeur de test. Chez Peugeot, comme ailleurs, à l'union étroite des syndicats dans l'action répond l'intransigeance de la direction soutenue par l'ensemble du patronat.

Ainsi que le soulignait la Fédération C.F.D.T. de la métallurgie dans une récente conférence de presse : « Le conflit Peugeot se situe dans le cadre d'un durcissement du patronat français constaté depuis quelques mois. Il s'agit d'une contre-offensive générale aux revendications ouvrières. Le conflit Peugeot sera donc un test pour l'ensemble des travailleurs. »

De son côté, l'hebdomadaire gaulliste *Le Nouveau Candida* a publié ces lignes significatives : « Ce qui se passe chez Peugeot à Sochaux a une valeur de test pour toute la métallurgie française : si la direction Peugeot cède, le nouveau contrat d'entreprise servira d'exemple à toute la construction automobile et à toute la métallurgie française. Si elle gagne son match contre les syndicats, elle évitera une hausse des prix de revient, ajournera une des revendications principales de la civilisation des loisirs et participera indirectement à la sauvegarde du plan de stabilisation. »

Voilà qui est clair. Invoquant une concurrence internationale accrue, patronat et gouvernement entendent s'opposer aux revendications présentées par les syndicats, notamment en matière de réduction de la durée du

A cette offensive patronale, les syndicats sont conscients de la nécessité d'opposer un front commun. C'est ce qui ressort des récents contacts entre les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de l'automobile dénonçant « l'attaque concertée » des directions Peugeot et Berliet dans le sens de « l'orientation tracée par le C.N.P.F. ».

Par ailleurs, la Fédération C.G.T. des métaux a préconisé « la coordination et l'élargissement » des actions entreprises. Toutefois, une telle extension des mouvements se heurte à la diversité des situations selon les régions et les entreprises, aux menaces qui pèsent souvent sur les salariés du fait du ralentissement économique. Le temps n'est plus où, devant la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, une partie du patronat lâchait volontiers du lest, en dépit des recommandations contraires du gouvernement.

Même s'il critique le plan de stabilisation et s'il se voit reprocher par le chef de l'Etat son « libéralisme archaïque », le patronat reçoit l'appui du gouvernement et de ses forces de police pour résister aux revendications ouvrières.

Il est vrai qu'à son tour cette attitude commune du patronat et du gouvernement favorise, en dépit des difficultés économiques, le développement des luttes. Le climat actuel témoigne d'un accroissement du mécontentement de la classe ouvrière, au moins dans le secteur privé, le secteur public apparaissant moins défavorisé en raison de l'évolution de la conjoncture.

Les autres conflits

Si l'issue du conflit Peugeot revêt un intérêt capital, il ne s'agit pas là d'un conflit isolé, ainsi qu'en témoignent les grèves qui ont lieu dans la Loire, dans le Rhône, à Sud-Aviation.

Chez Berliet, l'action entreprise par les régleurs pour l'amélioration des salaires et la réduction de la durée du travail s'est étendue, à la suite du lock-out patronal, à l'ensemble de l'usine. A cette occasion, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise a vivement critiqué la gestion de la Société Berliet qui, se cantonnant dans la fabrication des poids lourds, ne peut faire face valablement à la concurrence étrangère, ce qui conduit la C.F.D.T. à mettre en avant un certain nombre d'objectifs généraux : contrôle démocratique des investissements, ententes à l'échelle nationale voire européenne pour financer la recherche.

Toujours dans la construction automobile, un conflit oppose la direction du groupe Chausson aux syndicats qui ne veulent pas renouveler un accord d'entreprise ne comportant rien pour les salaires et qui se refu-

C'est dire que dans les luttes actuelles aspects offensifs et défensifs sont étroitement imbriqués.

La responsabilité du gouvernement

Naturellement l'aspect défensif semble l'emporter dans l'affaire des licenciements de Bull (cinq cents salariés dont le quart a plus de 60 ans). En dépit de déclarations sur l'indépendance nationale, le gouvernement français est, en l'occurrence, à peu près impuissant. Il s'agit d'une décision prise à Phoenix (Arizona) dans le cadre de la concurrence que se font les deux géants américains General Electric (sous le contrôle de laquelle est passé Bull) et I.B.M. pour la conquête du marché européen des calculatrices électroniques.

L'avis du Comité d'entreprise — rendu obligatoire par le projet de réforme actuellement en discussion — est de peu de poids dans un cas semblable. Il n'est même pas sûr que la nationalisation de l'entreprise préconisée par le syndicat C.G.T. serait une solution efficace. Ce n'est guère qu'à l'échelle européenne que l'on peut prétendre lutter, dans beaucoup de secteurs, contre la concurrence américaine.

Ont également un caractère défensif — au moins à l'origine — les débrayages et les manifestations de protestation contre les licenciements frappant les travailleurs des Chantiers et Ateliers de Nantes. Mais ici apparaît une revendication que le gouvernement a dû satisfaire partiellement : la pré-retraite à 60 ans qu'il a dû accorder aux ouvriers licenciés ayant atteint cet âge. Cependant près de la moitié des travailleurs atteints par les mesures récentes ont entre 50 et 60 ans et pourront difficilement se reclasser dans une région déprimée. C'est pourquoi les syndicats demandent la retraite à 60 ans pour tous les ouvriers de la construction navale, revendication que le gouvernement se refuse à satisfaire, comme il se refuse, sur un plan général, à avancer l'âge de la retraite et à réduire la durée du travail.

Ceci montre que des mouvements en apparence défensifs visant à sauvegarder le plein emploi peuvent revêtir un caractère offensif, lorsqu'ils sont accompagnés de propositions précises tendant à opposer aux décisions gouvernementales de véritables contre-plans. Il en va ainsi des mesures qui peuvent être proposées par les syndicats pour réanimer certaines régions « sous-développées » (Bretagne, Sud-Ouest), pour reconvertir, avec les garanties nécessaires pour les travailleurs, certaines branches en difficulté (textile, construction navale). Sur ce plan, le Fonds national de l'emploi devrait jouer un rôle essentiel.

Au-delà des mouvements actuels et les revendications partielles que les sous-tendent se fait jour l'exigence de réformes fondamentales. C'est dire que la responsabilité du gouvernement est mise en cause.

Maurice Combes.

O.R.T.F

Contre la mainmise de l'Etat

La suppression de l'émission « La Caméra explore le temps », avec pour conséquence la mise à pied du réalisateur Stello Lorenzi, a ému vivement l'opinion publique. S'ajoutant à l'utilisation politique que le Pouvoir gaulliste fait de la radio-télévision, cette mesure témoigne de l'arbitraire grandissant qui règne à l'O.R.T.F.

C'est précisément cet arbitraire que M. Peyrefitte s'est employé à défendre au cours du récent débat à l'Assemblée nationale, prétendant justifier « la causerie au coin du feu » de M. Pompidou — sans possibilité de réponse — à l'occasion des élections municipales et le conformisme des émissions radio-télévisées par le souci « d'équilibrer » l'influence de la presse écrite !... Quant au Conseil d'administration de l'O.R.T.F., présidé par le diplomate en retraite Wladimir d'Ormesson, il n'est qu'une façade destinée à couvrir les décisions prises par le pouvoir. C'est ainsi qu'un communiqué du Conseil de l'O.R.T.F. a fait savoir que cet organisme approuvait les mesures récentes en matière de programmes, en particulier la suppression de « La Caméra explore

le temps » (au moins une majorité du Conseil, sans qu'on connaisse les membres qui ont exprimé leur désaccord).

Afin de protester contre cette mainmise de l'Etat sur l'O.R.T.F., contre l'arbitraire qui en résulte pour le personnel lui-même, le Syndicat national de Radiodiffusion et de Télévision (S.N.R.T.), qui est affilié à la C.G.T. et majoritaire dans les secteurs ouvriers et production télévision, organisait le 5 mai une journée d'information. A cette occasion, une réunion ouverte à la presse se tenait à l'annexe de la Bourse du Travail, boulevard du Temple, et un rapport était présenté par le secrétaire général du syndicat, Gérard Guillaume.

Pour un statut démocratique

Après avoir « salué avec joie » la création d'associations d'auditeurs et de téléspectateurs, le rapport du S.N.R.T. dénonce « l'improvisation permanente en matière de direction et de gestion » qui sévit à la radio-télévision : 19 directeurs en six ans



(Photo Kagan)

pour quatre postes, absence de plan d'expansion, etc.

Selon le syndicat, les 15 milliards de déficit sont dus au fait que l'on finance par le moyen de l'autofinancement des dépenses d'investissement qui devraient normalement incomber à l'Etat. Cela n'empêche pas qu'en matière de télévision, pour l'infrastructure et le nombre de postes, la France est en retard de dix ans sur la Grande-Bretagne et de sept ans sur l'Italie.

Ensuite le rapport Guillaume se prononce pour « une véritable régionalisation dans le cadre de la décentralisation culturelle et artistique et de l'expansion de la production », alors que « la régionalisation, telle qu'elle est voulue par le gouvernement, c'est-à-dire dans un but exclusivement politique (préparation des élections) est contraire aux intérêts des travailleurs de l'O.R.T.F. (mutations arbitraires, reconversions anarchiques, déqualification professionnelle) ».

Les responsables du syndicat C.G.T. de radiodiffusion et de télévision assurent qu'il s'agit « d'informer, d'instruire, de distraire » et ils déclarent avec raison que « la R.T.F. peut être la meilleure et la pire des choses ». En fait il s'agirait plutôt actuellement de la « pire des choses » : « déjà aujourd'hui on constate qu'environ 40 p. 100 des programmes sur les deux chaînes sont composés d'émissions fabriquées à l'extérieur ou achetées au rabais ». Et le syndicat de dénoncer « l'abandon du monopole de production qui ouvrira bientôt les portes à la publicité ! ».

Soulignons la résistance des professionnels qualifiés et des associations de téléspectateurs à l'entreprise d'abâtissement menée par le Pouvoir, le rapport Guillaume critique vivement le nouveau statut appliqué par des technocrates : « Il ne faut pas perdre de vue que le statut Peyrefitte est le prototype, le numéro pilote d'un système destiné à être étendu à tout le secteur public et nationalisé. Autrement dit, l'O.R.T.F. est actuellement un banc d'essai à l'usage de la société de demain. »

Faisant état du fait que des techniciens et des réalisateurs sont éloignés des circuits de production en raison de leurs opinions et de leur activité syndicale, le rapport assure que « le statut octroyé en juillet 1964 n'est que le moyen de cette politique » : « Il est en effet, le plus dur, le plus rétrograde, le plus réactionnaire des statuts actuellement en vigueur dans les secteurs public et nationalisé. »

Le rapport aborde ensuite la suppression de l'émission « La Caméra explore le temps » considérée « comme la meilleure et la plus populaire » et déclare qu'elle est venue « couronner une série de mesures similaires, déterminées par une politique de mise au pas systématiquement appliquée depuis la promulgation du nouveau statut : « Elles sont destinées à briser tout ressort au sein de la radio et de la télévision (elles sont dirigées contre des organisations syndicales, contre des techniciens, en fonction de l'attitude qu'ils ont adoptée pendant les grèves, dans le cas présent, contre les libertés des créateurs. »

Ce souci de restreindre la liberté de conception et d'exécution des créateurs et des professionnels se retrouve dans la politique de la direction selon laquelle « les directeurs et les chefs des services de production dictent aux responsables la manière dont ils doivent concevoir et réaliser les émissions » : « Ces directives pèsent sur l'écriture du texte (responsa-

bilité de l'auteur), sur la réalisation (responsabilité du metteur en scène), sur les différentes phases techniques (responsabilité de spécialistes). Tout cela sous prétexte de réduire les budgets et de faire des économies. » En réalité, « au stade du montage, la direction instaure la censure ».

Le rapport critique encore l'utilisation qui est faite du personnel, la notion de polyvalence imposée au détriment de la qualification et assure que la situation n'est pas meilleure à la radiodiffusion.

Déplorant l'absence de commissions paritaires (alors que seule une commission disciplinaire est prévue dans le statut), le S.N.R.T. réclame :

- Un statut véritablement démocratique dans lequel les intérêts des travailleurs et des auditeurs et téléspectateurs soient réellement et irrévocablement garantis ;

- la discussion de conventions collectives ;

- la création d'un comité d'entreprise ;

- la nationalisation de tous les moyens de production.

Pour cela le syndicat se déclare prêt à rechercher l'unité dans l'entreprise, avec les travailleurs du spectacle, avec les travailleurs des secteurs public et nationalisé, le soutien des auditeurs et téléspectateurs.

Les journalistes F.O. contre « l'équilibrage »

A la suite de l'audition du rapport Guillaume, un représentant du syndicat F.O. des journalistes de la R.T.F. — le plus représentatif dans cette catégorie — est venu exprimer son accord avec les grandes lignes de la position défendue par le S.N.R.T.

Soulignant que onze journalistes avaient été récemment licenciés de façon arbitraire, il a lu ensuite une résolution de la commission exécutive de son syndicat critiquant la notion de « l'objectivité dite globale » exposée par le ministre Peyrefitte à l'Assemblée nationale. Ce texte dénonce vigoureusement la prétention du gouvernement d'utiliser la radio-télévision pour « équilibrer » l'influence de la presse écrite.

Soulignant la responsabilité du Conseil d'administration de l'O.R.T.F., le responsable F.O. conclut en condamnant « l'appropriation de la radio-télévision à des fins partisanes et mercantiles ».

Claude Bourdet, conseiller municipal P.S.U., qui fut directeur général de la R.T.F. en 1945-1946, a apporté le témoignage de la solidarité du P.S.U. et a suggéré que l'on décentralise, à Paris et en province, les réunions d'information, de façon à atteindre le public sur la base des quartiers et des communes, en y créant des comités pour la défense de la radio-télévision avec l'aide des associations spécialisées ; les membres du personnel de l'O.R.T.F. viendraient y faire des exposés et « armeraient » ainsi le public, dont la bonne volonté est certaine mais qui manque d'arguments techniques. Cette suggestion a eu de nombreuses approbations.

Le Bureau national du P.S.U. était représenté à cette manifestation par les camarades Pierre Beregovoy et Maurice Combes. On notait également la présence de représentants de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'Enseignement supérieur, du parti communiste, de *Télé Liberté*, des syndicalistes de la Banque de France, des P.T.T., de Renault...

VOSGES

Les travailleurs continuent la lutte à Perrin-Electronique

L'affaire des licenciements à Perrin-Electronique (Fallières-Saint-Nabord) n'est pas terminée à l'heure où ces lignes sont écrites. Alors qu'ils effectuent leur préavis, les travailleurs de l'usine — tous licenciés — subissent les pressions les plus odieuses de la part de la direction dont le seul objectif est, à n'importe quel prix, de détruire les organisations syndicales.

Au cours du meeting du 1^{er} mai, qui a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs (dont la majorité des 150 ouvriers et employés des Ets Perrin), les responsables syndicaux (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T., S.N.I.) ont dénoncé avec vigueur l'inqualifiable attitude du patronat, rappelé les grandes victoires syndicales, montré la situation économique de la région qui se dégrade d'année en année (12.500 travailleurs de moins en sept ans dans les Vosges) et décrit les conditions de travail et de vie des ouvriers dont les salaires sont extrêmement bas, souvent inférieurs à 500 F.

Dans la motion votée à l'unanimité, les travailleurs exigent à nouveau avec force :

- l'annulation de tous les licenciements ;

- l'élection de délégués du personnel ;

- l'instauration d'un dialogue dans l'entreprise.

Ils insistent pour que le droit syndical soit respecté et que le développement économique se fasse en tenant compte, prioritairement, des facteurs humains et sociaux et en assurant le plein emploi sur l'ensemble du pays.

La municipalité de Remiremont, après avoir la semaine passée refusé de voter une motion de solidarité, a reçu une délégation qui lui a remis la motion et un cahier de revendications sollicitant pour Remiremont :

- l'aménagement d'une bourse du travail ;

- la création d'un centre social ;

- une action en faveur de la suppression des zones de salaires.

Le Comité de défense des licenciés a recueilli 5.000 signatures (Remiremont et banlieue : 15.000 habitants) et 160.000 anciens francs.

HOTEL DE VILLE DE PARIS

La « démocratie » continue...

La Commission mixte du Travail et du Chômage avait été convoquée pour le 7 mai à 15 heures 30 avec à son ordre du jour diverses questions, dont la réception d'une délégation syndicale des Etablissements Bull. La convocation portait que les conseillers devaient être présents ou représentés.

A l'ouverture de la séance, le président Bleuze pris les noms des présents et des représentés. Or l'ensemble des conseillers généraux de la gauche étaient présents, tandis que les conseillers généraux de la droite, U.N.R. et indépendants, avaient, pour la plupart donné des pouvoirs à leurs collègues. De la sorte, la droite, avec une dizaine de conseillers présents, porteurs des pouvoirs de leurs collègues, a prétendu avoir la majorité au sein de la commission, contre les vingt membres, conseillers de gauche présents.

Nous avons refusé un tel système de votation qui permettrait finalement d'introduire le vote plural au sein des commissions de travail, et donnerait la possibilité à un seul conseiller de droite de dicter sa volonté à la totalité des conseillers de gauche présents !

David Weill, conseiller P.S.U., est intervenu dans le débat pour protester contre cette prétention des conseillers U.N.R. et indépendants, d'imposer ce système de vote plural qui en fait reviendrait à annihiler la volonté des membres de la commission et à dicter de l'extérieur des solutions, tout débat perdant dans le

cas présent toute espèce d'utilité.

David Weill, en tant que nouveau conseiller, a posé la question de la jurisprudence antérieure sur ce problème, le règlement étant muet sur la question ; il lui fut répondu qu'au cours de toutes les mandatures précédentes, il avait été admis que ne pouvaient voter que les conseillers présents ou représentés, étant entendu que les conseillers représentés devaient être par un conseiller *physiquement présent*, pour éviter le vote plural. David Weill a donc insisté pour que cette pratique soit poursuivie, à défaut de dispositions écrites, et que la question soit soumise à la prochaine séance de l'Assemblée plénière du Conseil général, après avis de la commission du Règlement dont il fait du reste partie.

La droite proposa le renvoi de la séance à une date ultérieure ; la gauche accepta cette proposition, mais demanda qu'elle fût soumise au vote de la commission qui sera appelée à voter selon la pratique jusqu'ici suivie. La droite refusa, et le président Bleuze, prisonnier de sa trahison au profit de la droite, renvoya la séance de son propre chef en violation flagrante de la souveraineté de la commission.

Telles sont les nouvelles méthodes de travail que la nouvelle majorité de droite tente d'imposer à l'Hôtel de Ville ce qui lui permettrait naturellement de faire de l'Hôtel de Ville de Paris une annexe de la place Beauvau ou de Matignon...

PORTUGAL

Un crime contre l'humanité

Le général Delgado est mort. Salazar peut dormir plus tranquille. Encore une fois le régime policier du dictateur portugais trouve dans le crime les raisons de sa survie. Personne ne sait qui a tué Delgado mais ce que tout le monde sait, c'est à qui ce crime profite. Le Portugal a perdu un espoir, il se retrouve sous la férule du vieux professeur et de sa police politique, la P.I.D.E.

Le général Delgado n'avait rien pour devenir un démocrate. Ancien dignitaire du régime, militaire, populaire et courageux, il s'opposa au régime par honnêteté. Il osa être candidat aux élections à la présidence de la République contre le candidat officiel. Immédiatement, toute l'opposition se rassembla derrière lui. La campagne fut dure, enthousiasmante. Le Portugal vibra d'espoir. Le gouvernement, stupéfait, voyait se manifester ouvertement une opposition au régime qu'il avait cru pouvoir mater. Bien sûr, les résultats officiels firent du candidat de Salazar le président de la République, mais il fallut dans les chiffres laisser 25 % des suffrages au général Delgado. Dans une pro-

vince, Delgado avait la majorité. Le gouverneur perdit sa place.

C'est cette campagne qui fit de cet ancien salazariste un leader de l'opposition démocrate. Le régime modifia la Constitution. Désormais, le président de la République n'est plus élu par le peuple. Delgado échappa alors de justesse à l'attentat, s'enfuit au Brésil, et devient le porte-drapeau de l'opposition. Il reste le général courageux et généreux qu'il a toujours été mais il ne devient pas pour autant un fin politicien. Il se brouille avec le Front patriotique de libération qui, à Alger, rassemble les forces de l'opposition portugaise, mais il continue sa route et reste — chacun le sait — le symbole même de l'opposition à Salazar.

Le 26 avril, le monde a appris que son corps avait été découvert à la frontière hispano-portugaise. Le 9 mai, le gouvernement franquiste confirmait qu'il s'agissait bien du corps du général. Salazar est ainsi débarrassé de son adversaire mais comment et par qui Delgado a-t-il été assassiné ?

Il faut revenir en arrière pour ten-

ter de le découvrir, car la disparition de Delgado, annoncée le 23 février, ne fut pas à ce moment prise au sérieux par les milieux politiques. Du Maroc, en effet, on apprenait que le général était parti en Espagne pour assister à Badajoz, ville frontalière, à une réunion avec des Portugais de l'intérieur. Cette réunion devait avoir lieu le 13 février. Le général était parti avec sa secrétaire, une Brésilienne, Mme Campos. De nombreux amis du général avaient reçu des cartes postales postées à Badajoz le 13 février. De plus, aucune nouvelle.

Le plus curieux est que personne ne s'alarme outre mesure. Le général Delgado était habitué aux coups de bluff spectaculaires (qu'on se rappelle l'affaire du *Santa-Maria*), aussi quand, de tous les points du monde, arrivèrent des nouvelles signalant la présence du général à Rome, à Prague, à Bruxelles, en Afrique, ceux qui s'étaient ému patientèrent. Le Front patriotique de libération lui-même émit d'Alger des doutes sur le sérieux des informations concernant la disparition du général en Espagne.

Mais tout de même il y avait dans cette disparition des éléments troublants. Le professeur Guerrero, émi-

disait que jamais il n'avait eu de nouvelles d'un passage du général ou d'un M. Ibanes (le nom d'emprunt de Delgado), qu'il ne s'était rien passé dans son secteur et qu'il n'avait malheureusement aucun élément susceptible de nous aider. Pourtant, à la même heure, si on en croit les nouvelles diffusées le lendemain, les corps, déjà fusés le lendemain, depuis quarante-huit heures, étaient enterrés religieusement à quelques kilomètres de là et la justice espagnole s'était déjà emparée de l'affaire. A l'hôtel où le général était descendu, les documents comptables du mois de février étaient détaillés. Le personnel de l'hôtel était, à ce moment-là, malade ou en vacances. D'ailleurs, à entendre les habitants de Badajoz, il n'y avait eu personne en ville vers le 13 février. Nous avons la certitude qu'il s'était passé quelque chose, mais les men- songes du commissaire de police établissaient avec certitude que la police avait quelque chose à cacher.

D'autre part, nous sommes certains d'un fait très important : la police espagnole avait en main les papiers du général Delgado avant la fin du mois de février. (Sur ce point, nous ne pouvons donner de précisions pour ne pas menacer la liberté de certains mais nous portons témoignage.) Dès lors, on peut poser des questions. Alors pourquoi le gouvernement espagnol a-t-il nié tout savoir d'un passage du général à Badajoz ? Pourquoi le commissaire de police nous a-t-il menti ? Comment se fait-il que la découverte des corps n'ait été révélée qu'après notre passage à Badajoz et juste avant notre retour à Paris ?

Nous avons aussi découvert deux choses capitales : les nouvelles signalant la présence du général aux quatre coins du monde au mois de mars émanaient d'agences de presse portugaises ou espagnoles. Ceci se passe de commentaires. D'autre part, les Portugais avec lesquels le général avait rendez-vous sont inconnus au Portugal, ils étaient dans l'impossibilité matérielle de se rendre au rendez-vous, ils n'ont pas été prévenus, ils ont refusé d'y aller. L'organisateur du rendez-vous, un Portugais résidant à Rome, qui avait annoncé son départ pour Badajoz au général (ce qui avait déterminé celui-ci pourtant inquiet à ne pas différer son voyage) ne s'est pas rendu au rendez-vous et, après avoir invoqué diverses excuses mensongères, a disparu.

Voilà les résultats de l'enquête de la commission de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Nous n'avons pas résolu un problème mais avant même que la découverte du corps soit révélée, nous avons à poser des questions embarrassantes auxquelles jusqu'à présent personne n'a répondu.

Les gouvernements espagnol et portugais ont laissé entendre qu'ils désiraient que toute la lumière soit faite. Rien n'est encore venu. Aucune explication satisfaisante n'a été donnée sur les contradictions, les mensonges, les silences du gouvernement espagnol.

Un crime a été commis à Badajoz.

Si le silence se prolongeait, les plus lourds soupçons pèseraient sur le gouvernement espagnol qui semble avoir connu les circonstances du crime et les avoir tués et sur le gouvernement portugais auquel le crime profite.

Faute d'explications rapides, nous pourrions être certains qu'un crime contre l'humanité a été commis.

Un crime de plus dont sont responsables Franco et Salazar encore une fois complices.

Henri Leclerc,
avocat à la Cour.



(Photo A.D.P.)

Le général Delgado : l'assassinat vient d'en haut.

gré portugais depuis près de trente ans, ami du général et président du Comité pour la défense des libertés au Portugal, saisit la Ligue des droits de l'homme et la Fédération internationale des droits de l'homme envoya une commission d'enquête composée de trois juristes, un Italien, M^{re} Luigi Cavallieri, un Anglais, M^{re} Ian A. Macdonald, et moi-même.

La commission partit le 19 avril et lorsqu'elle revint à Paris le 27 avril, ce fut pour apprendre que le corps venait d'être « découvert ». En fait, cette nouvelle ne nous surprénait pas. Nous revenions décidés à faire savoir au monde qu'il n'y avait jamais eu de montage publicitaire, que le général était bien allé à Badajoz le 14 février et que là il s'était passé quelque chose que nous ne pouvions préciser. Nous avions de bonnes raisons de craindre le pire. La « découverte » des corps a désamorcé le mouvement d'indignation que notre rapport aurait provoqué.

Quelles certitudes avions-nous donc acquises ?

Le 26 avril, nous étions à Badajoz. Nous obtenions une audience de M. le commissaire de police chef. Il nous

LES TRAVAILLEURS PORTUGAIS CONTRE LA GUERRE COLONIALE

Depuis le début de la guerre coloniale, le peuple portugais ne cesse de manifester sa profonde volonté d'en finir avec les guerres injustes d'Angola, Guinée et Mozambique, exigeant la reconnaissance du droit de ces peuples à l'auto-détermination et à l'indépendance immédiate.

Cette lutte populaire contre le colonialisme et les guerres coloniales n'est pas une lutte aisée au Portugal de Salazar.

Toute personne suspect d'activité ou de positions anticolonialistes est persécutée par les fascistes en tant que « traître à la patrie », une patrie où ils mêlent l'Angola, la Guinée-Cap Vert, Mozambique, les îles de Saint-Thomé et Príncipe, Timor, et Macau, le tout soumis à la domination étrangère.

Récemment, le prétendu « Mouvement National Féminin », c'est-à-dire le mouvement des femmes des dirigeants fascistes et des hommes d'affaires protégés par le gouvernement de Salazar, a essayé, une fois de plus, d'obliger les travailleurs à verser des dons destinés à subventionner la guerre coloniale. Aux travailleurs de choisir entre la remise de sommes d'argent et l'offre d'heures de travail extraordinaire et gratuit.

Ces pieuses dames voudraient bien que les travailleurs, férocement exploités et soumis à de lourds impôts, paient encore de leurs corps ou avec leurs salaires de misère le génocide mené en Afrique par Salazar. Pour l'essor de la domination monopoliste et impérialiste qui opprime les peuples d'Angola, Guinée et Mozambique et du Portugal lui-même, les travailleurs devaient encore payer.

Mais les travailleurs ont répondu à la lettre :

Les ouvriers de la C.U.F., la plus grande entreprise du pays, ont laissé complètement vides les boîtes spécialement aménagées à leur intention. Certes, dans certains cas, quand les fascistes les ouvrirent, elles étaient pleines, mais de tracts contre la guerre coloniale !

A l'Ejacec, entreprise du Porto, les ouvriers ont réservé le même accueil à cette initiative colonialiste.

A Grandola, ville du sud du pays, les fascistes ont collecté dans toute la ville, 600 escudos, c'est-à-dire à peu près 100 dinars algériens ! Aucun ouvrier de l'usine Regaleira a contribué pour la guerre. Même parmi les commerçants, après maintes pressions, seulement trois ont décidé de contribuer avec 1 dinar pour la guerre !

A Carcavelos, près de Lisbonne, les ouvriers de la Société Industrielle de Produits Electriques ont donné la même réponse. Les patrons n'ont pas réussi à trouver un seul ouvrier disposé à leur donner une heure de travail gratuit pour la guerre. A Oeiras, ville toute proche, les ouvriers de l'usine métallurgique locale ont opposé un net refus à la semblable imposition. Et, cependant, déjà en 1961, près de 30 ouvriers de cette usine avaient été mis à la porte par représailles contre leur action anticolonialiste.

Dans les chantiers de marbre de Pero Pinheiro, les ouvriers sont allés plus loin : ils ont réclamé la restitution de tout ce que les patrons leur avaient volé pour aider à la poursuite de la guerre coloniale. D'abord les patrons ont résisté. Mais une semaine plus tard, devant la menace de grève, ils devaient céder et restituer les sommes en cause.

Les luttes des travailleurs portugais témoignent que, pour le peuple portugais, la solidarité envers la lutte des peuples africains soumis à la domination coloniale portugaise dépasse la conscience d'un devoir international à accomplir.

Pour le peuple portugais, la lutte contre les guerres coloniales, contre le colonialisme portugais, fait partie de son propre combat pour le pain, la liberté et la paix. Lutter contre le colonialisme, c'est lutter pour la libération du Portugal lui-même.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

CINQ EXILÉS DOMINICAINS EN FRANCE

NOUS PARLENT DE SAINT-DOMINGUE

Au moment où se joue à Saint-Domingue le sort de la démocratie, américaine, nous avons demandé à des camarades, exilés à Paris, de bien vouloir nous parler de leur pays, de son passé politique, des luttes contre la dictature de Trujillo et les gouvernements à la solde des U.S.A. Nous les remercions d'avoir bien voulu nous donner les informations que nous présentons dans cet article et qui feront mieux comprendre à nos lecteurs les conditions actuelles du problème de Saint-Domingue.

Nos interlocuteurs étaient Lopez Molina, dirigeant du « Mouvement Populaire Dominicain », Rafael Cruz Peralta, dirigeant du Mouvement du 14-Juin, José Sanchez, Rafael Alburquerque, responsables des affaires étrangères de la jeunesse du Parti Révolutionnaire Dominicain (Parti de Juan Bosch). Leurs propos se présentent sous la forme d'un récit. Ils étaient, en effet, tous d'accord sur la relation des événements qui se sont déroulés à Saint-Domingue de 1930 jusqu'à nos jours et se relayèrent au cours de la conversation souvent pour mieux éclairer des faits importants, rarement pour discuter leur interprétation. Voici les principaux passages de cette histoire à plusieurs voix.

On ne peut pas bien comprendre la lutte que mène aujourd'hui le peuple dominicain sans connaître ce qui s'est passé dans l'île de Saint-Domingue depuis 1930, date de la prise du pouvoir par le dictateur Trujillo. L'île compte alors moins de trois millions d'habitants. Soixante-dix pour cent de la population sont composés de paysans. Rien de commun avec les paysans normands, beaucerons ou même auvergnats et bretons. Ils travaillent dans d'immenses plantations, généralement de cannes à sucre. La sucrerie et la plantation ont généralement le même propriétaire. Un Américain la plupart du temps. C'est le type du régime féodal. Le paysan en échange des soins qu'il apporte à la plantation du « seigneur » reçoit le droit de cultiver un petit lopin de terre où il tentera difficilement de produire quelques céréales pour l'alimentation de sa famille. Des céréales pauvres ; pas de blé. Les terres qu'on lui concède sont en effet parmi les moins fertiles, les meilleures étant consacrées à la canne à sucre. Il existe aussi de grandes plantations de cacao et d'arachide, celles-là aux mains de riches dominicains. Dans ces domaines, le sort des paysans n'est guère meilleur. Leur exploitation est en outre assurée par des paysans nomades, ouvriers saisonniers, qui vont de domaine en domaine emmenant avec eux toute leur famille.

Dans un tel contexte, la dictature de Trujillo ne rencontre guère de résistance. De temps en temps, quelques grands bourgeois libéraux, quelques intellectuels tramant un complot qui échoue et attire une répression sanglante.

Conséquence de la II^e guerre mondiale

La vie sociale va commencer à s'animer en 1940. Deux événements vont y contribuer, inhérents l'un et l'autre à la montée, puis au triomphe du fascisme en Europe. Le premier est d'ordre économique. Les U.S.A., pour soutenir l'effort de guerre contre l'Allemagne, se voient contraints de développer la production sur tout le continent américain. On installe à Saint-Domingue des huileries, des cimenteries, des fabriques de cacao et de quincaillerie, des filatures et des tissages. La famille Trujillo se rend propriétaire de la plupart de ces établissements. Mais cet acte de piraterie industrielle, aussi gigantesque qu'il soit, a finalement peu d'importance au regard de l'Histoire.

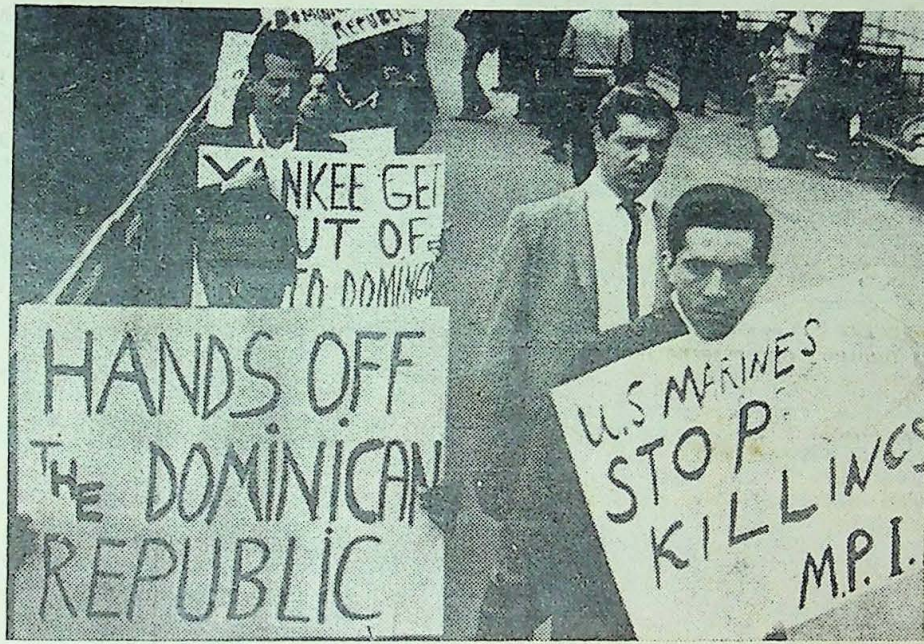
Le fait important c'est qu'une classe ouvrière se constitue, moins écrasée par la faim et par la misère que les paysans. Elle est en mesure de s'interroger sur sa condition, de la trouver anormale, de penser qu'elle pourrait changer.

Le second événement décisif de cette période, c'est l'arrivée à Saint-Domingue de réfugiés républicains espagnols. Ceux-ci apportent dans l'île leur expérience des luttes révolutionnaires dans la vieille Europe, ils vont aider la classe ouvrière de Saint-Domingue à s'organiser.

Cependant, le mouvement ouvrier sera pendant longtemps un mouvement d'agitation sociale. L'opposition au pouvoir sera surtout le fait de bourgeois libéraux et d'intellectuels. Sur le plan politique, Saint-Domingue accèdera à l'ère des putschs, pas à celui des révolutions. Contra-

irement à ce qu'affirme Washington, l'île ne semble pas aujourd'hui encore complètement sortie de la période putschiste.

Sans doute, au lendemain de la deuxième guerre mondiale des fonctions politiques ouvrières vont voir émerger le P.S.P. (Parti Socialiste Populaire-Communiste) et la Jeunesse démocratique, mouvement à base étudiante lié au communisme, reço-



(Photo A.F.P.)

vent le droit d'exister au grand jour. Trujillo, impressionné par la victoire des alliés sur Hitler et par le mouvement d'opinion démocratique qu'elle suscite dans le monde entier, croit de bonne politique de jeter du lest.

Le P.S.P. et la Jeunesse démocratique n'existent pas longtemps légalement. Le prétexte de leur dissolution, accompagnée d'une répression, sera une grande grève qui éclatera dans la partie méridionale du pays. La vraie raison sera que Trujillo, voyant que les relations se tendent entre Washington et Moscou, estime inutile de donner des gages à la gauche. Le mouvement communiste sera presque totalement anéanti.

Un étudiant nommé Castro

L'initiative politique reste aux bourgeois libéraux et aux intellectuels de gauche réfugiés à Cuba, au Venezuela, à Porto-Rico et aux Etats-Unis. Nous sommes en pleine période putschiste. En 1947, les exilés préparent un débarquement à Saint-Domingue, à partir de Cuba. Un étudiant de 18 ans, nommé Fidel Castro y participe. Bien curieuse expédition composée de cinq avions ayant chacun à leur bord 18 hommes et une cargaison d'armes pour 100 combattants. En face, il y a l'armée de Trujillo : 50.000 soldats, 3.000 policiers. D'ailleurs, à la suite de pressions des U.S.A., un avion sur cinq peut s'envoler de Cuba. Une fois de plus, Trujillo massacre sans difficulté les conjurés.

Pendant douze ans, la population de Saint-Domingue, terrorisée, est condamnée à l'action clandestine et fragmentaire sans beaucoup d'efficacité.

En 1959, réveil du dynamisme politique. La lutte victorieuse de Fidel Castro à Cuba réveille l'enthousiasme chez les exilés dominicains. Les divers groupuscules constitués à l'étranger se fondent en un seul mouvement : le M.L.D. (Mouvement de libération dominicaine). Une nouvelle fois de Cuba on prépare un débarquement sur Saint-Domingue avec un avion contenant 60 hommes et deux bateaux en transportant 200. Le débarquement a lieu le 14 juin 1959. Une fois de plus l'armée de Trujillo écrase les conjurés. Mais après un mois de combats acharnés cette fois.

Deux mouvements n'étaient pas d'accord pour le débarquement : le P.R.D., Parti de la Révolution Dominicaine, animé par Juan Bosch, et le M.P.D., Mouvement populaire dominicain. Notre interlocuteur, Lopez Molina, qui était alors à Cuba, donne les raisons de l'attitude réservée du M.P.D.

LOPEZ MOLINA : Nous pensions qu'un débarquement uniquement organisé de l'extérieur, sans préparation de la population à l'intérieur, était une opération suicide. Nous avions raison. Cependant, quand les cama-

Après, comme d'habitude, il y a eu la répression, les arrestations. Mais cette fois notre action a laissé des traces profondes.

En août 1960, Trujillo, de plus en plus inquiet, commet une énorme erreur. Il essaie de faire assassiner le président libéral du Venezuela Betencourt. L'organisation des Etats américains, réunie à Costa-Rica, se fâche, décide le boycott de Saint-Domingue. Washington est d'accord. Elle décide l'assassinat de Trujillo, devenu par trop impopulaire, mais s'arrange pour qu'un trujilliste lui succède, le général Balaguer. L'opération ne réussit qu'en partie : Trujillo succombe, mais les fils du dictateur gardent le pouvoir et cherchent à châtier les assassins de leur père parmi lesquels le général Imbert, homme de confiance des U.S.A. qui doit se cacher.

En novembre 1960, nouveau coup d'Etat à l'initiative de Washington. Les fils Trujillo doivent abandonner le pouvoir au général Rodriguez Etcheverie. Pour donner à tout cela une apparence démocratique, Balaguere forme, le 1^{er} septembre 1961, un conseil de gouvernement où entrent les deux principaux assassins de Trujillo Balaguer et Amlama.

Victoire de Bosch

Mais le peuple dominicain ne se laisse plus mener aussi facilement. Des soulèvements éclatent. Le conseil de gouvernement démissionne. On forme un gouvernement de transition avec Bonielli et Reid Cabral qui prépare des élections pour le 20 décembre 1962.

Nouvelle surprise à l'issue de cette consultation électorale. Le P.R.D., parti de Juan Bosch est élu avec 62 p. 100 des suffrages : 648.000 voix ; vient en deuxième position l'Union Civique Nationale (droite classique soutenue par Washington) avec 328.000 voix et en troisième position le Parti Chrétien Social (chrétien de gauche) avec 50.000 voix. Les mouvements populaires, méfiants, n'ont pas participé à la compétition.

Rafael Alburquerque nous dit ce qu'a réalisé le président Bosch, dont il est l'un des représentants en Europe :

RAFAEL ALBURQUERQUE : Pendant la campagne électorale, le P.R.D. a orienté la propagande sur la lutte sociale entre ceux qui n'ont rien (Hijos de Machepa) et ceux qui possèdent tout (Tu tu imposes). Le peuple a compris ce que cela veut dire. Arrivé au pouvoir, Bosch commence par promulguer une Constitution libérale. Il se met à dos les Américains, proclamant l'interdiction de la propriété latifundiaire, et la possession de terres par les étrangers. L'épiscopat lui reproche la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la création d'un enseignement public. On lui demande de supprimer les mouvements de gauche ; il refuse. L'hiver 1962, qui détruit les betteraves en Europe, fait passer le prix de la canne à sucre de 3,40 à 12 dollars le quintal. Bosch décrète que seuls 5,82 dollars iront dans la poche des planteurs, en grande partie américains, le reste ira au financement de constructions sociales. Washington somme aussi Bosch de condamner Cuba. Celui-ci reste neutre.

Le 24 septembre, le vice-amiral O'Meara, chef de l'escadre américaine dans les Caraïbes, arrive à Saint-Domingue. Le lendemain, l'armée dominicaine renverse Juan Bosch.

Mais les U.S.A. ont de plus en plus de mal à « orienter » la politique de Saint-Domingue. Le Mouvement populaire du 14-Juin organise la guérilla dans les montagnes. Il est écrasé. Mais le pays demeure en effervescence est de plus en plus difficile à gouverner. L'économie s'écroule. Grande grève le 2 mai 1964 en dépit de la répression.

Et le 25 avril de cette année c'est le soulèvement populaire qui amène le retour du président légalement élu, Bosch gouverne avec son parti, le P.R.D. et les Chrétiens sociaux. Il ne veut pas prendre avec lui les mouvements de gauche pour ne pas heurter les Américains. On connaît la suite.

rades sont partis au combat, nous les avons suivis.

Le débarquement du 14 juin ne fut pas tout à fait inutile. Il créa un enthousiasme populaire à Saint-Domingue. Après l'écrasement des révoltés, un mouvement se créa, à partir de l'intérieur cette fois, comme le souhaitaient Lopez Molina et ses camarades du M.P.D. Il prit le nom de Mouvement du 14-Juin. Il fut fondé par l'avocat Manuêlo Tavares et par son épouse. Il recruta la plupart de ses membres dans la bourgeoisie libérale. En 1960, le Mouvement du 14-Juin fut découvert par la police : 800 arrestations. Bon nombre de ses membres appartenant aux grandes familles, l'Eglise, qui jusque-là n'avait jamais attaqué le dictateur, changea d'attitude. Des évêques protestèrent dans des lettres pastorales, les églises se remplirent, en même temps qu'à Washington les autorités commencèrent à s'inquiéter des incartades et des excès du benefactor.

Une fois de plus Trujillo jeta du lest. Il invita les partis politiques de gauche à exister au grand jour.

« Tribune Socialiste » demande alors à ses interlocuteurs dominicains :

— Et vous avez cru à ses assurances ?

TOUS : Pas du tout.

LOPEZ MOLINA : Mais nous pensions que ce qui manquait le plus aux populations disséminées à Saint-Domingue, c'était le manque d'une direction politique sur place. Alors nous avons pris nos risques. Nous avons pu travailler trois mois chez les étudiants, dans les secteurs ouvriers évolués, tel celui des dockers,

ITALIE

La crise du "Centre-gauche" et l'Unité socialiste

De notre correspondant. Rome, 10 mai. — La voix du gouvernement centre-gauche s'accroît depuis quelques semaines, malgré l'appui que Saragat apporte à A. Moro du haut de sa présidence de la République, et elle pose aux partis socialistes et au parti communiste de graves questions. Cette crise a deux sources : l'une est le remue-ménage qui agite la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, et l'autre est l'implication de l'Italie dans la tension mondiale ainsi que la volonté du néo-capitalisme italien d'entreprendre une politique de « programmation économique » et de revenus assez semblable à celle qu'exécutent, en France, Pompidou et Giscard d'Estaing.

La « politique des revenus » italienne, liée à une programmation qui s'appuie sur un secteur public plus étendu et plus varié qu'en France, suscite une vive hostilité des syndicats, y compris des adhérents de la C.I.S.L. Le Congrès de la C.G.I.L. qui vient de se tenir a travaillé à dresser un front de bataille où socialistes, communistes et libéraux voisinent, sur le plan d'action anticapitaliste, qui aille bien au-delà de ce que prétendait être « l'ouverture à gauche » préconisée il y a quelques années par Nenni. Faire la politique de programmation qu'exige le néo-capitalisme conduit le Parti socialiste à une nouvelle cassure, et les démo-chrétiens à une agitation d'où leur vérité déjà assez ébranlée pourrait bien sortir encore plus affaiblie. Toute une série de grèves et de mouvements revendicatifs montrent que l'insatisfaction des salariés cherche la voie de solutions plus radicales.

Quant à la politique extérieure, Moro et Fanfani se sont précipités à Washington il y a un mois pour assurer Johnson de leur fidélité inconditionnelle à la politique atlantique, et à la politique vietnamienne du Pentagone. Mais cette politique a suscité dans de vastes milieux populaires du pays — qui, ne l'oublions pas, n'a plus de « problèmes coloniaux » depuis la chute du fascisme — une hostilité qui va croissant et a permis au parti communiste de préconiser publiquement l'envoi d'un appui matériel direct aux rebelles du Sud-Vietnam — une bonne partie des adhérents du P.S. s'est jointe à ces protestations, et maintenant on peut s'attendre à ce que la politique américanophile de Moro et Saragat devienne un des objectifs essentiels de la lutte unitaire des gauches socialistes.

C'est dans cette situation que le parti communiste a pris l'initiative d'un « tournant » qui n'était pas prévu, mais qui remet en cause les conditions dans lesquelles l'unité socialiste de la gauche pourrait aujourd'hui progresser. Le P.S.I.U.P. venait, par l'organe de son Conseil National, de proposer une action commune resserrée. La situation, disait sa résolution, doit entraîner un renouveau de l'action unitaire en « créant les prémisses d'une clarification et d'un programme alternatif au centre-gauche, affirmant la validité et l'actualité de la perspective socialiste ».

Cette politique, ajoutait le P.S.I.U.P., doit regrouper le mouvement organisé des travailleurs, depuis le P.C.I. jusqu'aux forces saines du P.S.I., et se lancer à la conquête des masses catholiques pour une bataille anticapitaliste en trouvant son développement naturel dans un nouveau rapport entre les partis et les masses dans les usines, les campagnes, l'école ». Cette voie pourrait permettre de répondre à l'exigence « d'un parti unique des travailleurs qui donnerait une nouvelle vigueur à la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme ».

Mais, quelques jours plus tard, L. Longo présenta au Comité central du P.C. un programme quelque peu différent, et moins abstrait. « Quand l'équivoque du centre-gauche se dissipera, y proclama-t-il, la Démocratie chrétienne entrera dans une crise salutaire. C'est pour cela que nous considérons comme préjudiciable le thème de l'unité des forces de gauche et surtout des forces socialistes. Nous ne pensons pas à un groupe minoritaire de résistance, ni à un potentiel front laïque d'alternative. Nous pen-

sons à un alignement des forces de gauche qui puisse réellement exercer une pression positive, et engager un dialogue efficace avec le mouvement catholique et avec le mouvement social-démocratique. Une entente entre les forces communistes, socialistes et catholiques autour d'un programme général de transformation de la so-



Luigi Longo (ci-dessus) : Amendola ou Ingrao ?

ciété implique de grandes et complexes questions de principe ». En somme, le P.C. préconise une entente P.C.-P.S.I.-P.S.I.U.P., puis une ouverture au P.S.D. et aux démo-chrétiens, et se déclare prêt à soutenir un gouvernement qui proposerait un programme social et international conforme à cet esprit.

Il semble que cette proposition ait permis de concilier pour le moment les orientations qui partagent les communistes italiens. La tendance d'Amendola visait la création d'un vaste parti ouvrier socialiste, de structure démocratique. Ingrao préconisait plutôt la recherche directe par le P.C. d'une alliance avec la gauche chrétienne, qui aurait obligé les socialistes « laïques » à suivre le mouvement. Longo, en englobant ainsi les deux orientations, a tenté de répondre aux inquiétudes qui se font jour de plus en plus dans son parti. Les journaux du P.C. ont dû ces temps derniers publier des lettres, et même des articles, de ses militants ouvriers et syndicalistes qui soulignent assez crûment l'impuissance et l'opportunisme du parti. D'autres lettres manifestent le désir de poursuivre dans la « voie de Togliatti », pour l'élaboration d'une stratégie européenne de contestation du pouvoir à partir des institutions existantes.

La crise des perspectives du gouvernement de centre-gauche avive plutôt les divergences qui se font jour au sein du P.C., et le P.S.I.U.P. a manifesté clairement ses inquiétudes dans divers articles de *Mondo Nuovo*. Ses dirigeants peuvent craindre, en effet, que le P.C. profite de la crise du centre-gauche pour chercher le dialogue avec Nenni et même Fanfani, plutôt qu'avec eux-mêmes. « La question de l'unité », écrit *Mondo Nuovo* en faisant allusion au rapport de Longo, si l'on ne veut pas faire de l'académisme ou passer en contrebande sous cette expression le pire opportunisme, doit être posée en même temps que la question du contenu politique de l'unité. » Et ce contenu, pour le P.S.I.U.P., ce doit être une plate-forme résolument anticapitaliste et socialiste, et non un vague programme « démocratique » destiné à piper l'opinion démocratique ou socialiste.

De ce point de vue, il y a certainement une parenté entre les problèmes posés aujourd'hui au mouvement socialiste en Italie et en France. Nombreux sont les militants qui s'en rendent compte. Et au parti communiste aussi. On a remarqué que *Rinascita*, l'hebdomadaire du P.C., avait publié récemment une critique d'un ouvrage édité par le parti

sur le gaullisme et la classe ouvrière, où le P.C.F. était ouvertement visé. Le journal indiquait qu'il s'agissait de dissensions dépassées. Certains parlent même d'une entente nouvelle

dans le cadre du « polycentrisme ». Les socialistes ne pourront moins faire, eux aussi, que de s'entendre par-dessus les Alpes.

V. Siculo.

RHODÉSIE DU SUD

Ian Smith fabrique de toutes pièces le péril communiste

Les élections qui se sont déroulées jeudi 7 mai en Rhodésie du Sud ont contribué à introduire quelques explosifs de plus dans ce baril de poudre qui est l'Afrique australe.

On sait que la Rhodésie du Sud marche sur les traces de son puissant voisin l'Etat raciste et national-socialiste sud-africain. Pays peuplé de 4 millions d'Africains environ, la Rhodésie du Sud est dotée, pour l'instant, d'un régime parlementaire représentatif de 250.000 Européens et seulement 10 % des populations autochtones. Elle se heurte, cependant, à une difficulté : elle n'est encore qu'une possession de la couronne britannique à statut d'autonomie interne. La Grande-Bretagne refuse de lui accorder son indépendance sur les bases de son régime actuel qui n'est qu'un régime de ségrégation, « d'apartheid » n'osant pas encore, par opportunité, s'avancer comme tel.

Du racisme au business

Un certain nombre de politiciens européens de ce pays ont envisagé, un moment, proclamer l'indépendance en se passant de l'acquiescement de Londres. Mais la Chambre de commerce de Salisbury a réagi. Persuadés que le racisme, extraordinaire moyen d'exploitation de la main-d'œuvre autochtone, leur permet des bénéfices colossaux, les hommes d'affaires rhodésiens n'entendent pas se lancer dans des entreprises d'une folle témérité qui tuerait la poule aux œufs d'or. Ils vivent pour un grand nombre de la culture du tabac dont les marchés d'exportation se trouvent dans le Commonwealth. Une rupture brutale avec Londres risquerait d'entraîner la perte de ces marchés.

C'est alors qu'intervient Ian Smith, Premier ministre de Rhodésie du Sud et chef de la formation appelé Front Rhodésien. Cet ancien as de la R.A.F. est le type du fasciste intelligent. Il sait prendre des risques, mais après les avoir soigneusement calculés.

Des bourgeois gênants

Tous les actes politiques de Ian Smith semblent s'ordonner autour d'une idée maîtresse : pourquoi proclamer unilatéralement et désavantageusement l'indépendance, alors qu'on peut fort bien, à force de patience et d'astuces, négocier celle-ci avec la Grande-Bretagne, sur les bases de l'actuel régime. Sans doute Londres est sentimentalement attaché aux libertés démocratiques. Mais Ian Smith pense qu'il existe un moyen infaillible d'apaiser les scrupules humanitaires d'un gouvernement de Sa Majesté britannique, fut-il travailliste, c'est de le persuader que l'imminence d'un péril communiste nécessite une entorse à la démocratie. Et ce péril on va le fabriquer de toutes pièces.

Premier temps de l'opération, on annonce l'infiltration d'éléments chinois dans les partis africains de Rhodésie. L'affirmation risque d'autant moins le démenti que les partis en question, le ZAPU de Josuah Nkoma, et le ZANU du révérend Sithole, interdits par la loi, vivent dans la clandestinité, que leurs dirigeants sont assignés à résidence forcée, et qu'ils se trouvent, de surcroît, la proie de luttes intestines.

Restait une catégorie d'individus, difficile à faire passer pour communistes : les membres de l'opposition parlementaire légalement constituée. Dans l'assemblée en fonction avant l'élection qui vient d'avoir lieu, les opposants étaient au nombre de 27 contre 37 majoritaires. Il s'agissait de bourgeois européens et africains, partisans d'une émancipation progressive de l'ensemble de la population. Ce groupe, pendant longtemps, dirigé par

sir Roger Withead, ne se montra pas très actif. Il se durcit en février dernier lorsqu'il se donna un nouveau leader David Butler, un ancien champion olympique de navigation à voile âgé de 37 ans. Butler commença, selon la tradition britannique, par constituer un cabinet, ce qui ne s'était jamais fait à Salisbury. Et, audace suprême en Afrique australe, il fit entrer, dans ce ministère virtuel de 15 membres, 4 Africains et 1 métis.

Liquider Butler

Faute de pouvoir assimiler Butler aux communistes, Ian Smith décida de le liquider politiquement. Mardi 30 mars, Ian Smith prononça la dissolution du Parlement, nullement ingouvernable puisque son parti y détenait la majorité. Les nouvelles élections répondent à son attente.

David Butler est battu, le Front Rhodésien avait concentré ses commandos de propagande et d'intimidation dans sa circonscription. L'opposition n'obtient que 15 sièges sur



(Photo A.F.P.)

Ian Smith : un fasciste de haute école.

65. Un seul Européen est élu, le Dr Ahrn Palley, fort inquiet de ce succès solitaire et soucieux de ne pas prendre de risque. Aux journalistes qui l'interrogeaient sur ses projets, il ne savait que répondre : « Je veux avoir les mains libres ». C'est un Africain qui va devoir former le cabinet fantôme avec ses frères de race. Il sera beaucoup plus facile à discréditer que l'ancien champion olympique de navigation à voile. Dans ce pays où la tension monte chez les fermiers européens enivrés par leur victoire et proches parents par les attitudes des fermiers de l'Alabama, un Noir, fut-il bourgeois, est toujours suspect.

Ainsi Ian Smith, pratiquant une politique du pire à la mode sur d'autres continents, prépare le terrain en Rhodésie du Sud pour un nouveau front de la guerre froide. Il sera en mesure dans quelques mois, si Londres ne riposte pas rapidement, de dire à Wilson et à Johnson : il n'y a plus que moi et les communistes, choisissez. Et on sait à l'avance quel choix se fait dans de telles circonstances.

Le *Manchester Guardian* qui n'a pas la réputation d'un journal « gauchiste » a vu lui-même son inquiétude.

Jacques Vivien.

LES JEUNES ET LE SOCIALISME

Du travail aux loisirs

Il est devenu habituel de dire qu'il n'y a pas de problèmes jeunes, mais seulement des aspects jeunes des problèmes généraux. Qu'entend-on ainsi? Qu'il peut y avoir des problèmes qui ne touchent directement que les jeunes (exemple, le service militaire) mais que ces problèmes ne sont néanmoins que l'aspect jeune d'un problème plus général (en l'occurrence, le lien entre l'armée et la nation).

La formule est à coup sûr un peu hâtive. Elle a cependant l'immense avantage d'empêcher que la lutte des classes ne soit remplacée par la lutte des générations. On peut cependant préciser cette formule sur deux points.

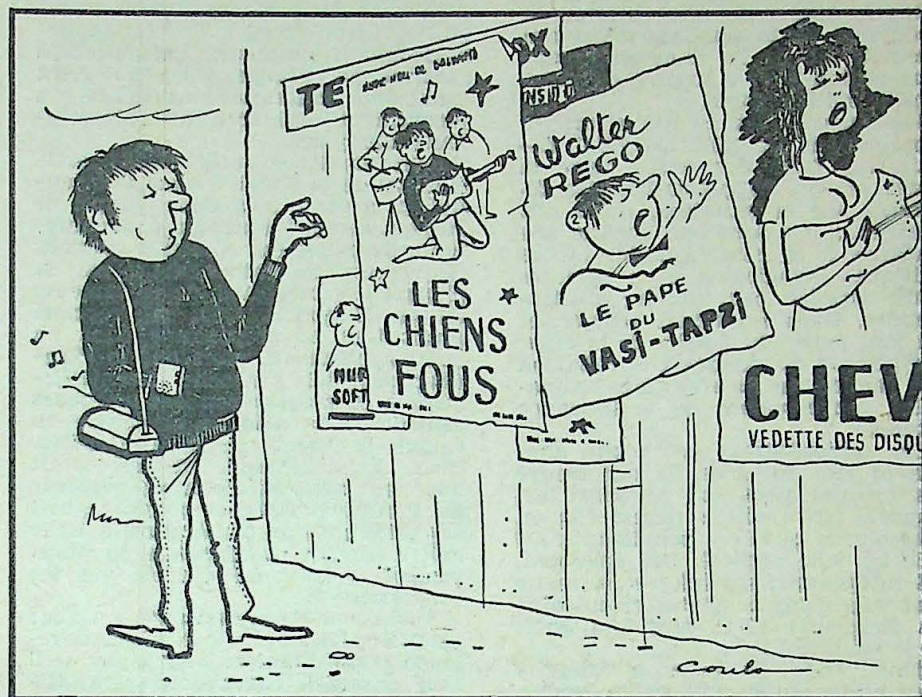
D'abord, il peut arriver qu'un problème déjà difficile à résoudre dans son ensemble soit particulièrement douloureux pour les jeunes. C'est, par exemple, le problème du logement. Il est incontestable que les moins de 25 ans fournissent un contingent important de mal-logés en France. Le problème du logement est souvent plus difficile à résoudre pour eux que pour leurs aînés. Il est particulièrement gênant pour les jeunes envisageant de se marier, car ils sont souvent amenés à commencer la vie commune dans de très mauvaises conditions matérielles. De plus, pour les jeunes en général, il n'y a pas ici que les conditions matérielles qui comptent. Beaucoup accepteraient des conditions matérielles peu satisfaisantes. Mais l'impossibilité de trouver un logement quelconque à un prix décent est un frein à leur désir légitime d'autonomie par rapport à la structure familiale.

Enfin, si l'exploitation dont le jeune est l'objet de la part des classes dirigeantes n'est pas de nature différente de celle que subit l'ensemble des travailleurs, il n'en reste pas moins que le jeune est plus sensible à toutes les formes d'aliénation que peut lui offrir la société contemporaine. C'est là une constatation qu'il ne nous faudra pas oublier.

Insatisfaits sur leur lieu de travail...

Examinons d'abord les problèmes du jeune sur son lieu de travail. En dehors de la période de l'apprentissage, où l'exploitation du jeune est particulièrement accentuée et la main-mise patronale plus sensible, c'est probablement là un des cas où il n'y a pas de problèmes « jeunes » très particularisés par rapport au problème d'ensemble. Mais ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas lieu à une intervention politique d'un type particulier, dans la mesure où l'on cherche à toucher plus particuliè-

rement les jeunes. En effet, beaucoup de jeunes travailleurs sont tiraillés entre deux tendances apparemment contradictoires. La première est de se désintéresser de leur travail, de le considérer comme un mal nécessaire, et de



...De plus en plus profondément aliéné et mystifié.

négliger donc toute possibilité d'action syndicale ou politique sur le lieu de travail. Ils cherchent au contraire des compensations dans leur temps de loisir, où ils ont enfin l'impression de se réaliser pleinement. Mais, par ailleurs, ils souffrent plus cruellement de la passivité qui est exigée d'eux dans leur travail, ils souhaiteraient qu'on leur donne plus de responsabilité, qu'on leur laisse plus d'initiative. Et ce n'est pas là une faible minorité : une enquête menée par la S.O.C. sur 30.000 jeunes travailleurs donne comme résultat que plus de 40 p. cent des jeunes constatent qu'on ne leur laisse aucune initiative sur leur lieu de travail. Le plus étonnant est que ce pourcentage ne varie guère selon la qualification. Les techniciens semblent regretter autant cette situation que les O.S.

Ceci explique que les jeunes sont souvent plus perméables aux revendications structurelles (contrôle ouvrier sur l'entreprise, etc.) que l'ensemble des travailleurs. Il n'est pas indifférent aux militants de le savoir.

Aliénés par leurs loisirs...

La situation en ce qui concerne les loisirs des jeunes est sensiblement différente. Elle l'est dans la mesure où le capitalisme moderne tend de plus en plus à créer une « civilisation des loisirs » qui ferait oublier la triste réalité de la civilisation du travail, et dans la mesure où c'est sur les jeunes que s'exerce la plus forte pression en ce sens, car les classes dirigeantes ont parfaitement compris que la jeunesse était devenue un nouveau secteur de consommation et qu'un marché immense s'offrait-là. Il se trouve exploité comme consommateur et surtout de plus en plus profondément aliéné et mystifié. Les militants se heurtent là à un problème difficile. Il est clair que seule l'instauration d'une société socialiste — et donc le bouleversement total des rapports de production — permettra de changer la situation de la jeunesse. C'est donc dans la situation

du jeune en tant que producteur qu'est le nœud du problème. Mais on peut se demander si la démystification des loisirs qui leur sont proposés n'est pas souvent pour les jeunes un préalable à la prise de conscience politique. On peut se demander si, pour leur faire prendre conscience qu'ils sont exploités en tant que producteurs, il n'est pas d'abord nécessaire de leur

justement leur imposer le néo-capitalisme. Ce que l'on peut dire, en tout cas, c'est que l'intervention politique sur ces problèmes devient urgente.

Les organisations démocratiques n'ont-elles rien à dire sur le problème de l'organisation des vacances? Les institutions fondées à la Libération, type U.N.C.M. ou U.N.F. ne sont fréquentées que par une faible partie des jeunes. Faut-il se taire devant la publicité qui explique que 11 mois de travail ce n'est pas trop cher payer les trois semaines de « petit paradis » type Club Méditerranée où l'on « oublie les soucis », et où, comme par hasard, les différences de niveau social s'estompent.

N'y a-t-il rien à faire quand des milliers de jeunes s'abrutissent à l'écoute de disques dont les paroles lénifiantes canalisent à bon compte les révoltes de la jeunesse vers l'ordre bourgeois de demain. N'y a-t-il rien à faire quand toute la presse que lisent les jeunes met au premier rang de leurs préoccupations les amours de Françoise ou la dernière voiture de Claude François?

Qu'entendons-nous, enfin, par « culture populaire »? Est-ce uniquement la mise à la portée du plus grand nombre de l'ensemble du patrimoine artistique. Le problème vaut au moins d'être posé.

Jacques Kergoat.

La semaine prochaine : Quelques lignes d'action

CAEN

Les E.S.U. contre l'intervention américaine à St-Domingue

Dans le cadre de la journée nationale de protestation contre l'intervention américaine à Saint-Domingue, à l'appel de l'Union des Etudiants communistes et des Etudiants socialistes unifiés, deux cents étudiants se sont réunis en meeting sur le terre-plein de l'Université.

Après un court rappel des circonstances de cette manifestation par le camarade Denieul, le camarade Joseph Dupart intervenait au nom des E.S.U. Il insistait sur le fait que les Etats-Unis, dans leur volonté d'imposer leur droit d'intervention en tout point du globe, étaient amenés à bafouer ce qu'ils avaient mis en place auparavant : l'Organisation des Etats américains a prouvé dans cette crise qu'elle n'était qu'un paravent, le principe d'autodétermination des peuples n'est valable, selon l'impérialisme américain, que lorsque le peuple s'autodétermine dans un sens qui correspond à l'intérêt politique et économique des Etats-Unis.

Le camarade Marc-André Gluck, au nom de l'U.E.C., insistait sur le fait que l'impérialisme se sentait aculé à tel point que Johnson a pu parler d'intervention préventive. Il dénonçait les contradictions de la politique gaulliste et proposait alors de revendiquer pour le retrait de la France de l'O.T.A.N. et de l'O.T.A.S.E. Il montrait comment seul un mouvement de masse organisé pouvait résister à l'impérialisme.

Au cours des interventions, un groupe d'une vingtaine de nationalistes tentèrent d'interrompre le meeting en scandant d'abord des slogans tels que « U.S. comes back », « Les Bolcheviks à Pékin », « Tixier au pouvoir », puis en lançant des œufs et

des pétards sur les participants et les orateurs. Une courte bagarre suivit ces provocations, où l'on pu remarquer la fuite éperdue des meneurs du petit groupe.

A l'issue du meeting une motion fut votée à l'unanimité, motion dont le texte est le suivant :

« En 1963, le peuple de Saint-Domingue élisait J. Bosch à la présidence de la République, avec 60 % des voix. Huit mois après, il était renversé par une junte militaire. Aujourd'hui le peuple et une partie de l'armée dominicaine ont renversé la junte et rétabli le pouvoir légal. Sous prétexte de protection de 1.800 de ses ressortissants, le gouvernement américain a envoyé un corps expéditionnaire de 18.000 « marines » et parachutistes pour rétablir en fait une dictature militaire. A travers cette nouvelle agression, les Américains cherchent à établir dans le monde leur « droit » d'intervention où ils veulent et quand ils veulent. La défense de leurs intérêts politiques et économiques justifie à leurs yeux l'atteinte à l'indépendance des peuples. Tous les peuples du monde sont menacés par une telle prétention. Il faut réagir dès maintenant contre les agressions U.S., à Saint-Domingue comme au Vietnam.

Les étudiants de Caen, réunis le 7 mai sur le terre-plein de l'Université, à l'appel de l'U.E.C. et des E.S.U., condamnent solennellement l'agression U.S. à Saint-Domingue, s'engagent à apporter leur soutien actif à tous les peuples en lutte pour leur indépendance. »

Joseph Dupart.

Appel des E.S.U.

Les E.S.U. protestent contre la complaisance dont font preuve les « forces de l'ordre » en présence des agressions fascistes qui ne cessent de se multiplier au Quartier Latin. Ils invitent tous les démocrates antifascistes et anticolonialistes à venir en masse au meeting de protestation contre les interventions américaines, jeudi 13 mai, à la Mutualité.

J.E.C.

Coup de barre à droite?

J.-P. Nouveaux appréciait (*Tribune socialiste*, n° 237) « la documentation et l'esprit de compréhension de Ter-cé-Xambeu-Muller (voir *Tribune socialiste*, n° 235). La signature collective garantissait-elle une information sûre, où était-ce la citation liminaire d'E. Mounier — le malheureux — qui cautionnait l'article? Cette documentation et cet esprit de compréhension (par exemple: « l'épiscopat, en raison de son incompréhension des problèmes... ») sont contestables et appellent rectification.

L'intervention bureaucratique d'une hiérarchie dont on connaît le caractère conservateur, ont — un temps — faussé la question. Ouvrons maintenant les yeux.

Il semble que les dirigeants ex-majoritaires ont été assez coupés de la base. Ils ont cru pouvoir appliquer au mouvement leur conception, ébauchée au terme d'un cheminement personnel qu'ils sont seuls à avoir fait. Sans discuter la valeur de leurs idées, ce n'est pas le lieu ici, signalons le fait, d'ailleurs très positif, qui apparaît à la source de leur théorie: la découverte de la politique dans son ensemble, et de la dimension politique soutenue et à mettre en relief dans le milieu jeune.

Seulement — et ce qui a suscité l'approbation des militants P.S.U. devrait leur faire voir ceci: outre la grosse erreur d'appréciation des dirigeants sur la situation, qu'ils ont idéalisée, il y a dans leur théorie une tendance à la confusion des tâches politiques, syndicales et religieuses qu'un chrétien peut décider d'entreprendre. Dans les textes rédigés, et qui font partie du dossier de la crise, une priorité est donnée à la réflexion et à l'action sur les structures temporelles, renversement de la tendance actuelle.

Les majoritaires ont voulu aller loin et vite. En face, ils ont trouvé des évêques pour qui le laïc est « appelé par l'église » quand elle en a besoin, et qu'elle « mandate » pour telle ou telle activité. Cet épiscopat, qui intègre mal ses laïcs et se méfie beaucoup d'eux, a peut-être entraîné les dirigeants J.E.C. plus loin qu'ils ne le voulaient?

Alors, coup de barre à droite? Constatons plutôt qu'à notre époque, l'Eglise catholique tente de ne plus exprimer les intérêts d'une classe dominante. Mais ce n'est pas pour se jeter immédiatement de l'autre côté. Elle essaie, au milieu du XX^e siècle et avec les hommes qui la composent, c'est-à-dire qui se trompent et qui s'affrontent, de distinguer les rapports du spirituel et du temporel, problème de toujours.

Bernard Silve

PLANNING FAMILIAL

2^{me} congrès national

Les 8 et 9 mai, à Paris, à la « Maison des jeunes et de la culture », 68 centres du Planning, dont la présidente est Mme le Dr Weill-Hallé, représentant 45.000 adhérents, avaient envoyé des délégués et des délégués au 2^e Congrès national du Mouvement. Celui-ci progresse d'année en année. Son importance serait plus grande encore si, d'une part, sa pénétration dans le milieu rural était plus importante, si, d'autre part, les médecins partisans du P.F. étaient plus nombreux. En effet, sur 32.000 médecins que constitue, à l'exclusion des médecins d'administration, le corps médical en France, 480 seulement sont des prescripteurs officiels du Mouvement, 450 sont des prescripteurs anonymes.

Pour expliquer cette faible participation de la Faculté, Mme Doulier-Rollier, avocate à la Cour d'appel de Paris, a invoqué, au cours de la conférence de presse qui a suivi le congrès, l'interprétation fautive, faite par la plupart des médecins, de la fameuse loi du 31 juillet 1920, qui réprime avant tout la propagande dans un but d'avortement, alors que le Planning familial s'attache essentiellement à la propagation des méthodes contraceptives afin de permettre au couple la liberté de la conception. Rien, juridiquement, n'empêcherait donc un médecin d'être prescripteur du Planning. Celui-ci connaît aussi des difficultés de pénétration dans le milieu ouvrier. L'extension du Mouvement a donc été étudiée par les congressistes.

Après le « stade artisanal » — car jusqu'à présent le P.F. s'est développé d'une manière artisanale — il faut passer à l'extension systématique, c'est-à-dire à la définition et à la pratique d'une tactique commune d'action qui permettrait d'atteindre les masses ouvrières et agricoles. C'est dans ce but que la création de nouveaux cadres et d'animateurs permanents, l'implantation d'un réseau de correspondants ont été envisagés. Elaborer un « arsenal technique d'information » et le mettre, dans les milieux urbains, à la disposition des syndicats et des comités d'entreprises, l'utiliser, dans les milieux ruraux, au moyen des relais naturels d'information que sont les centres de formation des jeunes agriculteurs, les foyers ruraux, les écoles de formation de conseillères ménagères et d'auxiliaires familiales: voilà d'autres mesures utiles décidées par le congrès.

afin de mettre le Planning familial à la portée de tous.

Une commission permanente de l'extension, qui sera une espèce de creuset d'échange entre la base et le centre dans le domaine de l'information, sera également mise sur pied.

Ainsi, le Mouvement du Planning familial paraît être arrivé au seuil de la maturité...

Il a l'ambition de devenir un véritable service public: nous lui souhaitons bonne chance.

Berthe Fouchère.

LIVRES

Vient de paraître:

Yves TAVERNIER. — La F.N.S.E.A., Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1965, 132 p., 12 F. (« Etudes syndicales », n° 2.

La Fondation nationale des sciences politiques a entrepris la publication d'une série d'études consacrées aux organisations syndicales ouvrières et paysannes. Elle vient de faire paraître dans cette collection, sous la signature de M. Yves TAVERNIER, une brochure consacrée à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.).

L'auteur retrace l'histoire du mouvement paysan depuis 1870 et analyse la structure de la Fédération et l'évolution des statuts depuis 1947. Il étudie les adhérents (évolution des effectifs, implantation), et présente les dirigeants nationaux (âge, sexe, formation, situation professionnelle...). Il expose enfin la structure administrative de l'organisation et ses activités sur le plan national. Quatre annexes complètent cette étude: analyse du budget, des congrès, des statuts de la C.G.A. et bibliographie. De nombreuses cartes, tableaux et organigrammes illustrent les différents développements.

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois 49^f par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR
L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'AME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom
Adresse
Profession

T. S. 5

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique: HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef: ERIC BERGAIRE

Administration: 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél.: SUF 19-20

Rédaction: 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél.: FON 22-60

Publicité: Geneviève Mesgutche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél.: LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement: C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien: à partir de .. 70 F
Changement d'adresse: 0,50 F.

Directeur de la publication: Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre

DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAU de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur vellin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs:

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e) (Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerais (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 au comptant à réception des volumes: 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de: 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de: 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse Signature

N° C.C.P. ou bancaire

VARIÉTÉS

Maurice Fanon

Maurice Fanon, petite taille et grand talent, traumatisé en riant les coulisses de la chanson française.

Qui est-il cet homme au visage attachant dont le sourire plein de gentillesse éveille immédiatement la sympathie ? Tout simplement un professeur repenti qui enseigna jusqu'en 1962 les délices de la langue britannique aux élèves de Buffon, Montaigne et Henri IV.

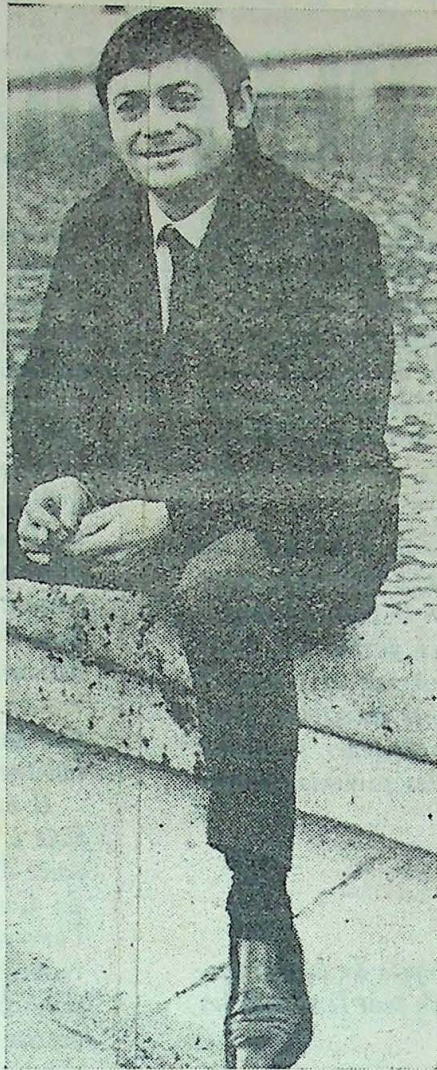
Qu'on est loin de ces prétentieux incompris à la triste mine et toujours en retard d'un « message rentré ».

Fanon est un poète délicieux qui s'est refusé à saisir le bon truc de l'anticonformisme pour épater le bourgeois ; et avec des mots simples, il dramatise une chansonnette pour en faire un acte d'accusation ; avec tendresse ou ironie, il conteste, avec saveur : l'armée, le racisme, l'injustice, le cléricisme.

Derrière ces anathèmes vigoureux se dresse, cependant, un doux rêveur, rempli de sensibilité qui clame son fraternel amour à tous ceux qui l'écoutent et le respectent.

Sans doute serait-il fâché, ce petit bonhomme aimable, de se voir comparé à un monstre sacré. Fanon, c'est tout simplement un merveilleux poète tendant une main qu'on a envie de serrer très, très fort. C.B.S. vient de sortir un excellent 23 tours (n° 62487) qui, en douze chansons, permet d'apprécier le talent d'un « Gugusse épanté » selon l'expression de René-Louis Lafforgue (un connaisseur) qui accueillit souvent Fanon en son école buissonnière de la rue de l'Arbalète, bien avant que le Grand Prix du Disque de l'Académie Charles Cros ne vienne récompenser un auteur-compositeur avec lequel il faut compter maintenant.

Gérard Constant.



ÉTUDES

L'abondance n'est pas pour tout le monde

L'Américain Gailbraith, un des conseillers de feu le président Kennedy, a parlé de la « société d'opulence » à propos de la société capitaliste actuelle. Cette opulence porterait d'ailleurs surtout sur les biens de consommation individuels et pourrait s'accompagner d'une insuffisance des équipements collectifs (logement, enseignement, santé, etc.). Et si l'économie des pays de l'Europe occidentale comme la France n'a pas atteint le stade de développement de l'économie des Etats-Unis, du moins l'abondance caractériserait les conditions de vie de nos concitoyens, au point qu'on pourrait parler d'une tendance à « l'américanisation » de celles-ci. La voiture, le frigidaire, la télévision feraient du « Français moyen » un être sinon tout à fait satisfait, mais en tout cas dépolitisé, ce qui expliquerait le succès du gaullisme.

Sans nier qu'une telle vision des choses comporte une part de vérité, on pensera qu'elle est à coup sûr simpliste. Un document récemment édité par le Mouvement de libération ouvrière (M.L.O.) vient nous confirmer dans cette idée que l'abondance est souvent plus apparente que réelle au sein de notre société. Il s'agit des résultats d'une enquête portant sur les besoins essentiels de 2.202 ménages représentant 10.545 personnes et diffusés sous le titre : « Le masque de l'abondance ».

Sans doute il ne s'agit pas d'une enquête vigoureuse et scientifique effectuée par un institut spécialisé et correspondant à « un échantillonnage classique de la population française ». Les réponses ont été provoquées par les militants du M.L.O. établissant un dialogue avec des personnes situées dans leur secteur d'influence, c'est-à-dire le plus souvent parmi des gens de condition modeste ayant des « goûts simples ». A noter que les réponses proviennent de cités urbaines de 44 départements, localités dépassant pour la plupart 20.000 habitants. D'autre part, le nombre des participants à la consultation a été plus grand dans le Nord que dans la région

parisienne (ce qui n'est pas sans importance, eu égard aux différences de salaires et aux possibilités de loisirs). Ces réserves faites, les résultats de l'enquête sont très révélateurs du sentiment de frustration des familles populaires en milieu urbain et des privations très réelles, encore que parfois méconnues, supportées par elles en ce qui concerne les biens de consommation les plus élémentaires.

La catégorie ouvrier-personnel de service et employés représente 75 % des ménages ayant répondu à la consultation. Les trois quarts des chefs de famille interrogés ont entre 25 et 44 ans et les familles comportent en moyenne cinq personnes. Afin d'évaluer les revenus des ménages consultés, le M.L.O. les a classés en trois catégories : ceux qui ont des ressources inférieures, égales ou supérieures à un montant de ressources garanties définies par lui en juillet 61 et considéré comme couvrant des besoins normaux. Cette garantie s'élève respectivement par mois à 521 NF pour une personne, à 625 NF pour une personne et un enfant, à 708 NF pour deux personnes adultes, à 917 NF pour trois personnes dont un enfant, à 1.125 NF pour quatre personnes dont deux enfants, à 1.334 NF pour 5 personnes dont 3 enfants, etc. S'il s'agit là d'un niveau de ressources supérieures au S.M.I.G., il est malgré tout modeste, même s'il devrait être notablement relevé en 1964 pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Or 10,9 % seulement des ménages consultés ont un revenu supérieur à ces ressources, 8,5 % ont un revenu sensiblement égal et 80,6 % un revenu inférieur.

Faut-il s'étonner que 40 % des personnes de la catégorie inférieure déclarent ne pas acheter une quantité suffisante de fruits suivant la saison, de viande et de légumes verts ?

A ces restrictions d'ordre alimentaire viennent souvent s'ajouter d'autres concernant les vêtements, encore que dans ce domaine les critères d'ordre subjectif soient plus importants. Moins de 50 % des membres

des catégories « supérieure et égale » s'estiment satisfaits à ce sujet, mais pour ceux de la catégorie « inférieure » ce pourcentage avoisine les 75 %. Encore faut-il noter que les enfants sont mieux traités que les adultes et que les privations sont davantage constatées chez les femmes que chez les hommes (ce qui n'a rien d'étonnant).

En ce qui concerne le logement, la majorité des familles consultées habitent un logement construit après 1947 (la catégorie « inférieure » ayant le pourcentage le plus élevé à cet égard). Mais par contre, beaucoup de familles estiment se priver en raison du prix global du logement : 13 % des plus défavorisés en sont même à rogner pour cette raison sur l'alimentation, 41 % de l'ensemble des catégories sur les vêtements et 53 % sur les loisirs. Il aurait été également intéressant de connaître le nombre de ceux qui avaient accédé à la propriété et les incidences du coût du logement sur les vacances.

Pour les loisirs, 35 % des membres de la catégorie « inférieure » estiment ne pouvoir acheter assez de journaux, et ce pourcentage passe à 88 % pour les livres et à 91 % pour les disques (à noter que ces pourcentages ne sont pas tellement moins élevés en ce qui concerne les catégories supérieure et moyenne). Beaucoup se plaignent, outre le manque d'argent, du manque de temps, surtout les travailleurs de la catégorie supérieure dont les besoins sont sans doute plus grands dans le domaine culturel. L'insatisfaction est assez comparable pour le cinéma, le théâtre (98 % de la catégorie inférieure), les manifestations sportives. Encore faudrait-il mettre en cause à ce sujet l'insuffisance de l'équipement culturel et sportif.

Le pourcentage des ménages ayant la télévision ne dépasse pas 25 % pour la catégorie inférieure mais tombe à 20 % pour la catégorie supérieure. On retrouve là les préjugés chers à certains intellectuels car il faut bien noter que pour une fraction importante de la population, la télévision est le seul loisir familial, le pourcentage des ménages qui sont contre par principe étant par ailleurs inversement proportionnel aux ressources.

Quant aux vacances, on constate que plus d'un tiers des adultes et plus d'un cinquième des enfants concernés par l'enquête ne sont pas du tout partis en vacances durant les années 1959, 1960, 1961. La proportion — tant chez les hommes que chez les femmes — est de 2 pour 1 entre les catégories supérieure et inférieure. Dans la grande majorité des cas, il s'agit évidemment d'un manque de moyens financiers ; dans d'autres (11 %) les maladies ou naissances ont joué un rôle déterminant. L'insuffisance des ressources influence également la durée, le lieu et la forme des vacances dans la majorité des cas. On voit qu'il reste beaucoup à faire pour que les travailleurs profitent pleinement des congés payés.

Autre question : dans l'hypothèse d'une augmentation subite de 10 % de vos ressources, à quoi consacriez-vous en priorité ce supplément de revenu ? L'alimentation vient en tête pour la catégorie inférieure, suivie de très près par les biens vestimentaires et l'équipement ménager. Pour les deux autres catégories, les choix sont respectivement : équipement ménager, logement, vêtements. A noter que les biens culturels viennent très loin derrière. Il en est de même pour les transports, ce qui ne laisse pas d'être étonnant. Il eût été intéressant de demander le nombre de propriétaires de voitures.

Les organisateurs de l'enquête reconnaissent qu'il serait présomptueux d'en tirer des « enseignements définitifs ». Il n'en reste pas moins qu'une telle consultation contredit par ses résultats les propos lénifiants du pouvoir gaulliste sur l'élévation du niveau de vie dans ce pays. Elle confirme que le contre-plan doit être orienté d'abord vers l'élévation des bas salaires afin de supprimer des privations d'ordre alimentaire et vestimentaires anormales dans un pays qui connaît l'abondance, qu'il doit également, par la construction massive de logements locatifs viser à remédier à l'insuffisance du logement. Ensuite l'effort doit porter sur l'équipement culturel, sportif et hôtelier ainsi que sur la réduction du temps de travail afin que les salariés bénéficient des loisirs véritables auxquels ils ont droit.

M. C.

un outil de haute culture accessible à tous



HISTOIRE GENERALE DES SCIENCES

Indispensable à tous ceux - savants, ingénieurs, médecins - qui ont approfondi une discipline scientifique et qui se doivent d'en connaître l'histoire, voici une grande œuvre collective qui a sa place également marquée dans la bibliothèque de toute personne cultivée, même de formation bien différente. Car elle retrace dans des termes que tous peuvent comprendre, une extraordinaire aventure qui nous concerne tous : celle de l'esprit humain, conduit de découverte en découverte, depuis les formules empiriques des arpenteurs ou des médecins de l'ancienne Egypte jusqu'à la maîtrise de l'atome et du cosmos.

Sous l'égide des célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 100 érudits et savants - parmi lesquels on relève des noms aussi prestigieux que ceux de L. et M. de Broglie, J. Rostand, G. Bachelard, Dupont-Sommer, etc. ont réalisé cette œuvre présentée en 4 forts volumes 18 x 24, rellés pleine toile sous jaquette couleurs, totalisant plus de 3.000 pages et illustrés de 208 planches hors texte et de 138 figures : I - La Science Antique et Médiévale, II - La Science Moderne, III & IV - La Science Contemporaine. L'ensemble vous est adressé franco par la Librairie PILOTE au prix réduit de 200 F (ou 3 mensualités de 69 F ou 10 mensualités de 22 F) et avec le DROIT DE RETOUR qui vous permet, si vous êtes déçu, de renvoyer le colis dans les 5 jours. Mais hâtez-vous d'adresser le bon de commande ci-dessous car ces prix exceptionnels ne pourront être maintenus lorsque le tirage actuel sera épuisé.

pour 22F par mois.

Quelques opinions
 "Cet excellent ouvrage de bibliographie est... indispensable à tous ceux qui veulent rester au courant de l'évolution des sciences modernes. (SCIENCE ET AVENIR). - "Livres utiles et nécessaires aussi bien pour les adultes que pour les étudiants" (LA PRESSE MEDICALE) - "...destiné à tous les publics, du profane au spécialiste" (LES LETTRES FRANÇAISES) - "Cette œuvre fait honneur à notre pays et doit être comptée parmi le petit nombre de livres de base d'une bibliothèque bien composée" (LES ETUDES).

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e

Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GENERALE DES SCIENCES. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 4 volumes dans leur emballage d'origine, je vous régle 200 F comptant en 3 mensualités de 69 F en 10 mensualités de 22 F.

Nom
 Adresse
 Profession.....
 N° de C.C.P. ou bancaire.....
 Signature

QUE SIGNIFIE LA "DOCTRINE JOHNSON" POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

Sil les Etats-Unis n'ont pas purement et simplement écrasé, noyé dans le sang la révolution dominicaine, c'est uniquement parce qu'ils en ont été dissuadés par l'opinion internationale.

A l'intérieur, l'opposition à la politique de force qui se déchaîne au Vietnam comme à St-Domingue est faible, sans réelle capacité d'action. Les universitaires qui ont courageusement protesté, les rares parlementaires, qui résistent au courant, forment des îlots dans un déferlement de militarisme. Les syndicats — du moins leurs directions — participent à l'union sacrée anticommuniste.

Il n'y a pas de « doctrine Johnson » pour la raison qu'il est impossible d'écrire noir sur blanc : les Etats-Unis ont le droit de recourir à l'action armée où bon leur semble dans le monde et sans consulter ni leurs alliés ni les peuples qu'ils prétendent défendre contre le communisme.

C'est pourtant cette doctrine informulée — négation de toutes les promesses électorales de Johnson, négation même de tout ordre international civilisé — que le Président applique. Comment en est-il venu là ? Il y a, à cela, deux grandes raisons convergentes :

1 TOUTES LES ALLIANCES SUR LESQUELLES LE MONDE A VECU DEPUIS VINGT ANS SE SONT EFFONDREES...

C'est une réalité que tout le monde cache, mais cela est la stricte vérité.

Il suffit de savoir quelles cérémonies vides de sens sont devenues les conférences internationales.

Cette semaine, à Londres, la réunion de l'O.T.A.N. en fournit une illustration difficile à surpasser. Les ministres et sous-ministres des pays de l'Alliance atlantique n'ont plus rien à se dire : on évite les sujets brûlants, ceux où il y a des désaccords insurmontables ; les autres sujets ne donnent lieu qu'à des échanges de banalités ; si, par accident, un dialogue s'établit quand même, il n'est qu'échange de récriminations et rhétorique.

La récente conférence de l'O.T.A.S.E. (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) a été du même type. Pourtant, le problème du Vietnam était tout naturellement au centre des préoccupations. En réalité, il

y avait ceux qui misent tout (provisoirement et non sans arrière-pensées) sur la protection et les subventions américaines, comme la clique dirigeante de Thaïlande ; ceux qui font semblant, de façon à continuer de toucher tout en prenant leurs distances (le Pakistan) ; la France gaulliste, enfin, en « observateur » pratiquant la désapprobation muette.

On parle de « crise » de l'O.T.A.N., de l'O.T.A.S.E. ou du Cento (prolongement du pacte atlantique pour le Moyen-Orient). Ces organisations et ces pactes ont cessé d'avoir la moindre existence effective. Il ne reste que des rapports incertains, fluctuants, de protégés à protecteurs, de moins en moins masqués par les prétextes stratégiques.

FEU LE SYSTEME D'EQUILIBRE

Les implications politiques du défunt système d'équilibre mondial, tout le monde les connaît :

● A L'EST, ce fut la caporalisation stalinienne des Etats de l'Europe centrale et orientale ; la Yougoslavie vouée à la haine et, en fin de compte, à des conditions invraisemblablement dures de développement ; les monstrueux procès d'aveux ; Berlin (1953) ; Poznań et Budapest ; le mouvement communiste, dans son ensemble, condamné à l'appauvrissement intellectuel et au règne abject des bureaucrates.

● A L'OUEST, l'impossible développement de la gauche, déchirée entre « atlantiques » et « staliens » ; ses forces cyniquement utilisées dans des batailles qui n'avaient rien à voir avec l'émancipation des travailleurs ; la démoralisation des larges masses et le byzantinisme des militants qui auraient dû fournir une avant-garde.

● DANS LE TIERS MONDE, rien d'étonnant que l'émancipation des territoires colonisés se soit faite au niveau politique le plus bas. Le prolétariat des pays avancés n'est pas intervenu pour clarifier le sens social de ces luttes et leur donner une perspective socialiste.

2 L'AMERIQUE APPLIQUE LA « DOCTRINE DE GAULLE ».

Avec l'effondrement du système d'équilibre entre les puissances, la dislocation des

sphères d'influence consacrées à Yalta, le match nul atomique, il y a place pour un renouveau socialiste qui ne se limitera pas à des aménagements dans les systèmes du pouvoir existants.

Cependant, ces systèmes luttent pour survivre.

Le règne de la bureaucratie incontrôlée à l'Est, celui du capitalisme des monopoles à l'Ouest sont d'autant plus menacés que leurs efforts pour s'adapter aux conditions nouvelles de la technique et aux revendications des masses comme à la situation internationale nouvelle débouchant sur une promotion des forces sociales neuves, promotion qui met en cause les privilèges, les habitudes, l'organisation des pouvoirs.

Il apparaît déjà que la réponse capitaliste à cette situation va dans le sens de la sorte d'indépendance prônée par le général de Gaulle : chacun pour soi (c'est-à-dire l'ouverture d'une nouvelle compétition internationale pour la puissance), glorification du nationalisme (c'est-à-dire de la recette la plus sûre dont ait disposé historiquement la bourgeoisie), maintien par les méthodes brutales des liens de domination économiques et politiques (voyez Saint-Domingue).

MENACE CONTRE LES FORCES NOUVELLES

Johnson, à sa manière, pratique « l'indépendance nationale » telle que peut la concevoir une grande puissance. Toutes les forces nouvelles qui vont vers le socialisme sont menacées.

Un homme qui n'est pas précisément un « ultra », Averell Harriman (dont le père fut l'un des rares capitalistes étrangers à investir des capitaux en U.R.S.S., lors de la N.E.P., et qui lui-même est bien considéré au Kremlin) a dressé une liste ahurissante des pays d'Amérique latine où « le communisme » constituerait un danger. On y trouve non seulement les pays où la lutte paysanne pour la réforme agraire prend des formes « castristes », mais aussi le Chili où un gouvernement démocrate-chrétien réformiste est depuis peu au pouvoir.

C'est le moment ou jamais, pour le mouvement ouvrier, d'avoir une politique qui allie la lutte pour la paix à la lutte pour le progrès social.

Paul Parisot.

UNE RENAULT R 4 (et bien d'autres lots)
récompenseront peut-être votre solidarité avec « T S »

SOUSCRIVEZ AUX BONS DE SOUTIEN DU JOURNAL

En vente auprès de tous les secrétaires de section du P.S.U. (10 F seulement le carnet)
et, directement : Denis Garnier, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 20.898 21 Paris.